



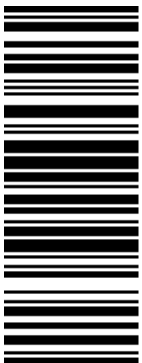
REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

Halte au génocide en Palestine ! Indépendance pour la Kanaky !



- Halte au génocide en Palestine ! p. 2
- Motion Palestine du congrès national du SNASUB p. 3
- État colonial français, hors de Kanaky ! p. 5
- La bourgeoisie française en difficulté p. 8
- Adresse internationale du premier mai p. 12
- Pour les États-Unis socialistes d'Europe p. 14
- Les contrefaçons du « trotskysme » et l'Europe p. 17
- Portugal : les élections législatives de mars p. 20
- La grève générale (5) : 1920 p. 23
- ABC du marxisme : programme p. 28



2273-8762



Halte au génocide en Palestine !

Méthodiquement, le gouvernement israélien poursuit son entreprise de destruction de la bande de Gaza et de massacre des Palestiniens qu'il y a totalement enfermés avec la complicité de l'Égypte. Il ravage systématiquement toutes les infrastructures, les hôpitaux, les écoles, les maisons, les routes, les cultures, les mosquées... Il affame, il prive de soins, il chasse sans cesse d'un endroit à l'autre des centaines de milliers de civils plongés dans le plus grand dénuement devant les chars et les bombardements. Avec l'offensive de l'armée sioniste à Rafah déclenchée le 6 mai, les massacres de femmes et d'enfants se multiplient. En Cisjordanie, les incursions militaires sanglantes de l'armée sioniste, les exactions des colons contre les Palestiniens sont quotidiennes.

Pourtant, Biden a déclaré le 20 mai que « *ce qui se passe à Gaza n'est pas un génocide* » et il continue à livrer armes et munitions à Israël. Mais Macron, qui s'est dit « indigné » par les images en provenance de Rafah le 27 mai, livre lui aussi des armes et des composants militaires à Israël, tout en poursuivant devant les tribunaux les militants qui protestent contre le génocide en cours en les taxant d'antisémites !

Le 21 mai, la Cour pénale internationale a accusé Netanyahu et son ministre de la défense Gallant, ainsi que trois dirigeants du Hamas, de crimes contre l'humanité. Netanyahu a protesté : « *C'est exactement ce à quoi le nouvel antisémitisme ressemble. Quelle honte !* ». Deux de ses ministres, Smotrich et Ben Gvir ont également qualifié la poursuite judiciaire de « *haine des Juifs* » et de « *propagande nazie* ». Le gouvernement américain leur a emboité le pas, comme le français.

D'un côté, il y a un groupe terroriste qui s'est félicité des attentats du 7 octobre, qu'il a revendiqués ; de l'autre, il y a un État démocratique, Israël, qui doit respecter le droit international, dans le cadre de la conduite d'une guerre qu'il n'a pas lui-même déclenchée. (Séjourné, ministre des affaires étrangères, 21 mai)

En fait « *d'État démocratique* », le site israélo-palestinien *+972 Magazine* et le journal britannique *Guardian* viennent de révéler qu'Israël avait agi depuis près de dix ans pour espionner, contrecarrer les activités de la CPI et menacer ses juges.

Le 14 mai, à l'appel de partis religieux et fascistes, plus de 10 000 Israéliens ont manifesté à Sderot, avec plusieurs ministres et députés, pour réclamer la réimplantation de colonies juives dans la bande de Gaza et l'émigration « volontaire » des Gazaouis.

Pour mettre fin au problème, pour que le problème ne revienne pas, nous devons faire deux choses : 'abord, retourner à Gaza maintenant ! Deuxièmement, encourager l'émigration des habitants de Gaza ! (Ben Gvir, ministre de la sécurité nationale, 14 mai)

Ce que réclame Ben Gvir aujourd'hui n'est pas l'apanage des courants fascistes en Israël, c'est fondamentalement l'expression-même du sionisme.

Nous nous étendrons à toute la Palestine. L'État ne sera qu'une étape dans la réalisation du sionisme et sa tâche est de préparer le terrain à l'expansion. L'État devra préserver l'ordre, non par le préche mais par les mitrailleuses. (Ben Gourion, futur premier dirigeant travailliste d'Israël, 1938)

Devant la montée des protestations, la plupart des États impérialistes réactivent le mythe de la solution à deux États, suivis comme leur ombre par tous leurs partis « réformistes », pour la France : PS, PCF, LFI.

LFI défend l'application pleine et entière des résolutions de l'ONU... et ainsi concrétiser la vision des deux États vivant souverainement côte à côte, dans la paix et la sécurité, sur la base des frontières de 1967. C'est la position historique de la diplomatie française. (LFI, 13 octobre 2023)

En réalité, les résolutions de l'ONU tant vantées sont à l'origine de la partition de la Palestine en 1947 attribuant aux colonisateurs sionistes le contrôle de 55 % du territoire alors que les Juifs ne représentaient alors qu'un tiers de la population. Les « *frontières de 1967* », elles-mêmes reconnues par le Fatah signant les accords d'Oslo en 1993, entérinent la séparation entre Gaza et la Cisjordanie et n'attribuent plus que 22 % de la Palestine historique aux Palestiniens ! Les accords d'Oslo, censés préfigurer la création de deux États, ont en fait assuré la capitulation du Fatah, la division de la Cisjordanie en trois zones dont deux sous contrôle d'Israël, la poursuite des colonisations et de la ghettoïsation des Palestiniens qui y vivent. Depuis, le Fatah, sous l'appellation d'Autorité palestinienne, sert de suppléant à Israël. De là date la montée de l'islamisme (Hamas, Djihad).

La « solution » des deux États, c'est un État sioniste surarmé d'un côté et des bantoustans palestiniens misérables de l'autre. Les communistes internationalistes combattent pour le démantèlement de l'État sioniste, pour une seule Palestine démocratique, multiethnique, bilingue et laïque ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan en Palestine ! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient !

Manifestation à l'appel de tout le mouvement ouvrier à l'ambassade d'Israël ! Blocage par le mouvement ouvrier des livraisons de carburant et d'armes à Israël ! Abrogation du délit d'apologie du terrorisme ! Fin de toutes les poursuites contre les militants propalestiniens ! Libération de Georges Abdallah !

Cessez le feu immédiat ! Retrait des troupes de la bande de Gaza et de Cisjordanie ! Droit au retour des réfugiés ! Libération de tous les otages palestiniens prisonniers d'Israël !

30 mai 2024

Motion sur la Palestine adoptée par le congrès national du SNASUB-FSU, 17 mai

Le congrès national du SNASUB-FSU condamne l'entreprise génocidaire que l'État d'Israël, État raciste, colonial, mène contre le peuple palestinien à Gaza et le nettoyage ethnique en Cisjordanie et dans toute la Palestine.

Il se prononce :

Pour le retrait immédiat des troupes israéliennes de Gaza et de Cisjordanie et l'arrêt des bombardements sur Gaza.

Inconditionnellement du côté du peuple palestinien, peuple opprimé.

Contre les principaux soutiens à l'État d'Israël : Biden, Sunak et Macron.

Répondant à l'appel du monde académique français pour la Palestine pour "l'arrêt immédiat de la guerre génocidaire", cosigné par plus de 2 000 chercheurs, le congrès se prononce pour l'arrêt de toute collaboration dans le domaine scientifique des établissements du Supérieur et de la Recherche en France avec les universités et les sociétés de l'État d'Israël, ainsi qu'avec toutes les entreprises françaises qui participent au développement technologique militaire d'Israël.

Il considère que c'est au mouvement ouvrier qu'il revient d'organiser le boycott de toute production et livraison d'armes destinées à Israël, comme l'ont appelé de leur vœu, le 16 octobre, des dizaines de syndicats palestiniens, notamment la Federation of Unions of Palestinian Universities Professors & Employees.

Le congrès national du SNASUB-FSU demande à la FSU de s'adresser en ce sens à la CGT, FO et Solidaires.

Pour : 34 , contre : 23, abstentions : 25

Prise de parole au forum Palestine de LO, Presles, 19 mai

Israël, bas les pattes devant Rafah !

Le 17 mai, l'État israélien a lancé le conseil d'État à l'égard du Hamas. C'est la première fois que ce conseil est convoqué depuis la création de l'État d'Israël en 1948. Le conseil d'État est un organe consultatif qui a le droit de recommander au gouvernement des mesures à prendre. Le conseil d'État est composé de membres nommés par le président de l'État et de membres élus par le Knesset. Le conseil d'État a le droit de recommander au gouvernement des mesures à prendre. Le conseil d'État est composé de membres nommés par le président de l'État et de membres élus par le Knesset.

Camarades, je suis militant du Groupe marxiste internationaliste et je profite de votre forum pour polémiquer avec la position défendue par LO sur la Palestine. La camarade a fait un exposé qui donne des éléments historiques justes mais elle ne conclut pas sur ce que doit faire le mouvement ouvrier, en France en particulier. Or il y a une répression contre ceux qui défendent la

forcément comme revendication de démanteler l'État israélien, l'État oppresseur des Palestiniens.

La camarade ne dit pas non plus comment faire pour exprimer sa solidarité en France, pour lutter pour arrêter le massacre génocidaire et soutenir la cause palestinienne. Il existe pourtant, depuis le 17 octobre dernier, un appel des syndicats palestiniens. Que dit-il ? Il invite, partout dans le monde, les syndicats de travailleurs à prendre position pour l'arrêt de la guerre et le boycott des armes. En conséquence, l'appel propose de mener une campagne internationale pour bloquer la production des entreprises vendant des armes à Israël et de bloquer leur acheminement dans les ports, les aéroports et sur les routes.

Dans un pays impérialiste comme le nôtre qui vend des armes à l'État sioniste et qui au passage l'a aidé à obtenir l'arme nucléaire, il faut répondre à l'appel des syndicats palestiniens. C'est un appel juste, une lutte internationaliste qui aidera en rassemblant la classe ouvrière et la jeunesse à contrer la répression actuelle. Il faut sur chaque lieu de travail et d'études exiger que les syndicats appellent à des AG, que des comités Palestine se forment pour reprendre l'appel et engager la seule façon d'arrêter ce massacre : le boycott des armes à Israël.

Pourquoi LO ne s'engage pas dans cette campagne ? Une telle campagne sera un point d'appui pour l'étendre dans le monde et soutenir par les méthodes de la classe ouvrière le droit du peuple palestinien à récupérer sa terre.

cause palestinienne, pour ceux qui veulent arrêter le génocide à Gaza notamment aux États-Unis contre les étudiants qui ont engagé le combat. Le délit d'apologie du terrorisme frappe les militants qui ont défendu le droit des Palestiniens à l'autodétermination et à retrouver leurs terres volées par le sionisme.

Dans son rapport, la camarade indique qu'il existe deux peuples qui auraient finalement les mêmes droits. Nous ne sommes pas d'accord car en Palestine depuis 1948 il existe un État oppresseur et un peuple opprimé. Vous pourrez en trouver la documentation dans l'excellente brochure sur l'histoire cachée du sionisme que nous vendons à notre stand. C'est pour cela que le mouvement ouvrier doit prendre position pour les Palestiniens et la perspective des révolutionnaires est une Palestine unique, laïque, bilingue et donc socialiste. C'est pour cela qu'il faut un parti révolutionnaire en Palestine et une révolution dans la région. Une telle révolution a

Schoenman



L'histoire cachée du sionisme

1988

CAHIER RÉVOLUTION COMMUNISTE N° 33
3 EUROS AUPRÈS DES MILITANTS
5 EUROS PAR LA POSTE
(p. 27)

À partir de 1882, le nationalisme bourgeois juif (le sionisme) prétend que la place des Juifs est en Palestine. Le projet n'est pas d'exploiter la main-d'oeuvre arabe, mais de l'expulser et de la remplacer par un prolétariat juif, soumis par l'idéologie nationale à la classe bourgeoise du futur État. Toutes les branches du sionisme (Haganah travailliste comme Irgoun fasciste) terrorisent les Arabes de Palestine.

Après la deuxième guerre mondiale, sous prétexte du génocide des Juifs par l'impérialisme allemand, les puissances capitalistes occidentales (États-Unis, Grande-Bretagne, France) et l'État ouvrier dégénéré (URSS) entérinent le projet sioniste (ONU, 1947). En 1948, le Parti travailliste et la bureaucratie syndicale de l'Histadrouf fondent Israël sur la base de l'expulsion de 700 000 Palestiniens (Nakba). Depuis, il y a en Palestine un État colon, Israël, et un peuple colonisé, les Palestiniens. Une minorité se retrouve discriminée dans les frontières d'Israël, une majorité reste en Cisjordanie et à Jérusalem sous la menace d'Israël, une partie s'exile, le plus souvent dans des camps misérables du Liban, de Jordanie et de Syrie, parfois plus loin.

Inévitablement, à partir de 1948, le sionisme se mue en terrorisme d'État, utilisant massivement et systématiquement l'intimidation, la violence policière, carcérale et militaire contre les Arabes. Elle ne cesse pas et elle ne peut pas cesser. Contre l'oppression multiforme permanente, le peuple palestinien résiste. Mais il n'a pas de direction politique prolétarienne et révolutionnaire. Après la restauration du capitalisme en Russie et en Chine, le Fatah négocie sous l'égide de l'État américain avec Israël les accords d'Oslo de 1993. Ils entérinent la partition de la Palestine entre deux territoires : un État colonial surarmé, un État fantoche désarmé de deux bantoustans séparés. C'est à ce moment-là que l'islamisme (Hamas, Djihad) devient populaire en misant sur le nationalisme, la religion et l'antisémitisme. Parallèlement, la nature colonialiste, cléricale et raciste de l'État d'Israël s'affirme de plus en plus. Le pouvoir passe du Parti travailliste au Likoud, flanqué de partis racistes et fondamentalistes.

Si Schoenman minimise la complicité des États bourgeois de la région (incluant ceux à rhétorique nationaliste panarabe et socialiste comme la Syrie), il établit de manière implacable que l'oppression des Palestiniens ne tient pas à la composition politique du gouvernement israélien, mais résulte de la nature coloniale d'Israël.

Prise de parole au forum de RP, Presles, 9 mai

Front unique ouvrier pour le retrait des troupes sionistes de Gaza, pour le boycott des livraisons d'armes à Israël et pour le droit d'expression

L'initiative sioniste... (text truncated for brevity)



Assemblée générale des toutes les... (text truncated for brevity)

Pas de paix sans sortir le colonialisme... (text truncated for brevity)

Je suis militant au Groupe marxiste internationaliste et je vous conseille notre récente brochure sur l'histoire cachée du sionisme car c'est une histoire bien camouflée de l'oppression du peuple palestinien qui conduit les militants solidaires avec eux à être accusés d'apologie du terrorisme.

Je suis d'accord avec la présentation du camarade quand il dit que la défaite du printemps dernier permet la répression et de nouvelles attaques. Il a effectivement manqué la grève générale pour bloquer le pays, une grève totale pour battre le gouvernement et poser la question du pouvoir. C'est une défaite qui explique notamment la répression actuelle du mouvement ouvrier et de la jeunesse.

Et plusieurs camarades, dont le secrétaire de la CGT du Nord, sont attaqués pour avoir défendu le droit du peuple palestinien à ses terres, pour arrêter un génocide. C'est inadmissible et il faut faire lever toute condamnation, dans les entreprises comme pour la cause palestinienne. Pour y parvenir, il faut que le mouvement ouvrier, partis et syndicats, soutienne la lutte

légitime d'une seule Palestine unique, laïque, bilingue, et donc socialiste. La région a besoin d'une révolution socialiste et donc d'un parti révolutionnaire pour y parvenir. Mais comment aider depuis la France à ce combat ? Comment faire pour contrer la répression de Macron ?

Nous voulons ici défendre la campagne des syndicats palestiniens. Dans leur appel du 17 octobre, ils appellent les syndicats du monde entier à se prononcer pour le boycott des armes, pour interdire à l'armée israélienne de disposer des moyens de prolonger l'offensive génocidaire. Dans cet appel, ils demandent que chaque syndicat prenne position et engage la lutte pour les bloquer dans les ports, aéroports, sur les routes, dans les entreprises. Une telle campagne de front unique ouvrier doit exiger de toutes les directions syndicales, de Binet (CGT) comme de Léon (CFDT) dont tu parlais, d'organiser une campagne de masse sur ce point. Qu'ils appellent à des AG sur les lieux d'études et de travail pour que notre solidarité politique soit massive, que cela leur arrive aux oreilles, pour que notre combat puisse se défendre contre la répression par l'autodéfense, qu'il aide le droit du peuple palestinien à récupérer ses terres. Cette campagne serait alors un point d'appui international pour le boycott des armes à Israël et la fin du génocide en cours.

État colonial français, hors de Kanaky !

Les colons et les racistes triomphent trop vite

L'accord de Nouméa de 1998 renvoie l'autodétermination à trois référendums prévus en 2018, 2020 et 2022. Comme l'escomptait l'État français, les trois consultations successives rejettent l'indépendance [voir *Révolution communiste* n° 32 & 42].

En 2022, à l'approche du terme de l'accord de Nouméa qui prend fin en 2024, Macron confie au ministre de la police Darmanin la mission de préparer la nouvelle solution institutionnelle. Il ne parvient pas à un nouvel accord. En novembre 2023, le FLNKS-UC lance, pour disposer d'une marge de manoeuvre, la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT). Le 13 avril, la CCAT organise une manifestation de plus de 15 000 personnes à Nouméa alors que la population de l'archipel est évaluée à moins de 270 000 personnes. Les Loyalistes et LR en mobilisent autant le même jour.

Le dispositif néocolonial de Matignon-Nouméa arrive à son terme et un de ses piliers est ébranlé par « la crise du nickel ». En 2023, la principale industrie est victime de la concurrence indonésienne. Deux des trois groupes capitalistes concernés cherchent un repreneur pour leur usine locale : Glencore pour le site de Koniambo (Nord), Trafigura pour celui de Goro (Sud). Le troisième groupe, Eramet, cesse de financer sa filiale SLN qui exploite l'usine de Donimabo (Sud).

Pour contraindre les « indépendantistes » et les « loyalistes » à négocier et s'entendre, Macron déclenche en janvier 2024 un processus de révision constitutionnelle visant à « dégeler » le corps électoral. Son projet prévoit un corps électoral « glissant » qui accorderait le droit de vote aux électeurs déjà inscrits sur la liste générale qui justifient d'une domiciliation d'au moins dix ans en Nouvelle-Calédonie, ou qui y sont nés. Une telle modification incorporerait 25 841 nouveaux électeurs.

Évidemment, les partis bourgeois les plus réactionnaires (Loyalistes, LR, RN) sont favorables à cet élargissement de l'électorat. Puisque la solution du gouvernement français leur est favorable, ils ne voient guère l'intérêt de négocier avec le FLNKS. Fort des trois référendums, ils réclament même la fin des concessions aux Kanaks accordées à la fin du siècle dernier pour que le FLNKS camoufle sa capitulation. Ils se permettent de boycotter le Congrès depuis mars.

Le 26 mars, le député Metzdorf (Renaissance) dépose une proposition de loi organique visant à restituer provisoirement la compétence du nickel à l'État.

Les émeutes et la répression

Le 13 mai, alors que le projet de loi constitutionnelle est discuté au parlement français, la CCAT appelle à des marches et des blocages de routes. La gendarmerie est aussitôt envoyée les réprimer, ce qui exacerbe les ten-

sions. Les affrontements se généralisent dans l'agglomération de Nouméa, qui avait été à l'abri des « événements » de 1984-1985 et 1988. Le contrôle du mouvement échappe largement au FLNKS et à la CCAT. Il dégénère, comme dans les banlieues françaises en 2023, les déclassés et les délinquants pillent et détruisent.

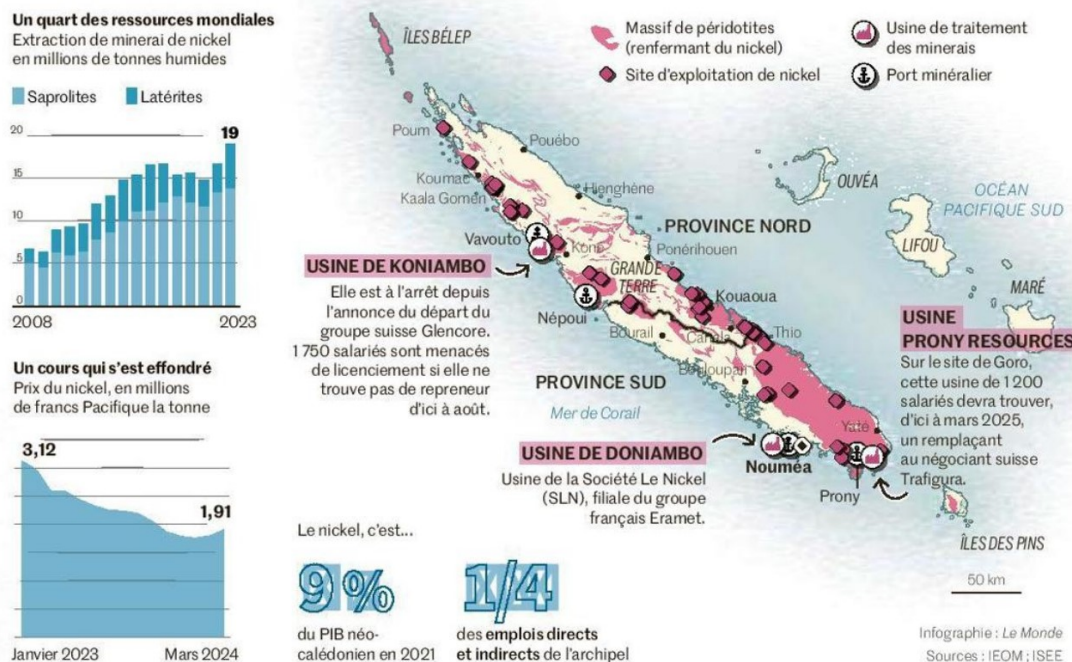
De jeunes Kanaks urbains qui n'ont rien à perdre, habitant les squats ainsi que les quartiers les plus défavorisés, sont mobilisés. Souvent sortis du système scolaire sans diplôme et sans perspective, ils en sont venus à se surnommer eux-mêmes les « cafards ». Alors que la situation est toujours hors de contrôle, des manifestants de la CCAT se démènent sur le terrain pour tenter de les ramener à la raison, de détruire les bouteilles d'alcool, volées en quantité phénoménale lors des pillages, qui fournissent le combustible nécessaire à l'embrasement de cette jeunesse. (Le Monde, 19 mai 2024)

Les partis coloniaux encouragent de leur côté l'armement « des Blancs », bien mieux dotés à cet égard que les Kanaks, qui servent de supplétifs aux flics en uniforme. Le 14 mai, les émeutes se poursuivent et amènent à des affrontements armés : 3 personnes meurent et 300 sont blessées. L'enseignement ne fonctionne plus, les hôpitaux sont entravés. Non seulement l'économie est temporairement paralysée, mais les déclassés en détruisent la base matérielle.

Le lumpenprolétariat, cette lie d'individus dévoyés de toutes les classes, qui établit son quartier général dans les grandes villes, est absolument vénale et importune. Quand les ouvriers français écrivaient sur les maisons, à chaque révolution, l'inscription : « Mort aux voleurs ! » et qu'ils en fusillaient même plus d'un, ce n'était certes pas par enthousiasme pour la propriété, mais bien parce qu'ils savaient très justement qu'il fallait avant tout s'en débarrasser. (Friedrich Engels, 11 février 1870)

Le 15 mai, l'Assemblée nationale française adopte le projet, ce qui est considéré par la masse des Kanaks comme une provocation. Macron réitère son chantage. Il ne soumettra pas le texte au Congrès (la réunion des deux chambres du parlement français indispensable à toute révision de la constitution) que si « les deux camps » s'accordent sur un projet commun.

Le gouvernement a promis que si les deux camps s'accordent sur un nouveau statut du territoire définissant une citoyenneté calédonienne, il suspendra son texte au profit du consensus local. Une promesse réitérée par Emmanuel Macron dans un courrier adressé, après le vote, aux représentants calédoniens. (Le Monde, 15 mai)



Le même jour, le gouvernement Macron-Attal décrète l'état d'urgence, il impose un couvre-feu, interdit la vente d'alcool et l'usage du réseau social TikTok, il charge l'armée de contrôler les infrastructures, il envoie par centaines des gendarmes mobiles et des CRS, plus des gendarmes du GIGN et des policiers du RAID. Au total, il y aurait 3 000 membres des forces de répression françaises pour moins de 270 000 habitants.

Le 16 mai, Darmanin taxe la CCAT de « voyous » et « mafieux », il accuse l'Azerbaïdjan « d'ingérence », comme si cet État avait créé le mécontentement des masses. Les blocages mais aussi les vols et les saccages se poursuivent. 400 sites commerciaux ou industriels seraient anéantis. La pénurie alimentaire menace. Le bilan humain s'alourdit : officiellement 7 morts, peut-être plus chez les Kanaks, sans compter des victimes indirectes du manque de soins. Le 23 mai, le président français se rend quelques heures sur place. Il réconforte les flics au commissariat de Nouméa. Il convoque les différentes composantes du FLNKS qui acceptent toutes de le rencontrer, sans exiger au préalable le retrait du projet de loi qui a déclenché les émeutes. Le seul engagement du chef de l'impérialisme français est d'accorder un délai de quelques semaines afin de « reprendre le dialogue » quand l'ordre sera rétabli.

Je voulais en tout cas vous dire que j'étais ici pour le retour à la paix, au calme, à l'ordre, que ça passe par un engagement de l'État sur le plan régalien et qui sera assumé dans la durée, que ça passe par une très grande clarté sur ce sujet. (Emmanuel Macron, Discours aux élus, 23 mai 2024)

La couardise du FLNKS et l'abjection des sociaux-impérialistes français

Le 18 mai, le FLNKS lance un « appel au calme ». Il se félicite que « le président de la république propose aujourd'hui de ne pas convoquer tout de suite le Congrès

de Versailles afin de donner une chance au dialogue et au consensus ». Le FLNKS demande à l'État français de « réunir les conditions pour un dialogue apaisé et serein ».

L'illusion criminelle de la bourgeoisie kanake envers l'État français est évidemment enfourchée par les agents de la bourgeoisie au sein des travailleurs de la « métropole ».

Nous demandons qu'une mission de dialogue, constituée de personnalités incontestables et impartiales soit envoyée sur place sans délai, sous l'autorité du Premier Ministre... Le rétablissement de l'ordre public, nécessaire à la protection des biens et des personnes, doit se faire de façon proportionnée et dans le cadre de la loi. (PS, Lettre au président, 16 mai 2024)

Le président Macron a annoncé partir dès ce soir pour la Nouvelle-Calédonie... Nous saluons l'envoi d'une mission du dialogue... Cet accord ne peut advenir que sur la base du consensus entre les parties, avec un État impartial. (Groupe parlementaire LFI, Communiqué, 21 mai 2024)

Nous adressons à la famille du gendarme décédé, à ses proches, ses collègues ainsi qu'à l'ensemble de la Gendarmerie nationale toutes nos condoléances... Depuis 50 ans, les présidents de la République et leurs premiers ministres successifs ont su préserver le cadre d'un processus fondé sur l'impartialité de l'État, la concertation, l'équilibre et le respect mutuel entre les différents partis... Le PCF et ses parlementaires appellent à l'envoi immédiat d'une mission gouvernementale dirigée par le Premier ministre... (PCF, Communiqué, 15 mai 2024)

Le 25 mai, le FLNKS se plaint de « la fin de l'impartialité de l'État », comme si l'État bourgeois avait été, un seul jour, neutre. Il se félicite « que le sujet de l'avenir

institutionnel de Kanaky Nouvelle-Calédonie soit enfin traité directement par le président Macron avec tout le sérieux et l'engagement que cela implique ».

Kanaky libre et socialiste !

Le prolétariat des nations oppressives doit lutter contre le maintien par la force des nations opprimées dans les frontières. (Vladimir Lénine, La Révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, thèse 4, février 1916)

Le mouvement ouvrier français doit se prononcer sans aucune réserve pour le départ des forces de répression coloniales, pour l'indépendance de la Kanaky. C'est le seul internationalisme qui vaille.

Or, les deux NPA se contentent du « droit à l'autodétermination ». Quant à LO, elle s'en dispense totalement. Faussement radicale, Arthaud renvoie à un futur « renversement de l'impérialisme » (*Lutte ouvrière*, 20 mai). Une si grandiose perspective permet de faire avaler l'omission du retrait immédiat de l'armée, de la gendarmerie et des CRS de Kanaky ! Comment pourrait-on « renverser l'impérialisme » sans la lutte des nations opprimés, sans la revendication d'indépendance des dernières colonies de son impérialisme, sans se prononcer pour le retrait des mercenaires de son propre impérialisme ?

Le prolétariat révolutionnaire du monde entier soutient inconditionnellement la lutte pour l'indépendance nationale des pays coloniaux car, dans cette lutte, ils portent des coups sévères aux États impérialistes. (4^e Internationale, Manifeste, mai 1940)

Depuis bientôt deux siècles, l'État de la bourgeoisie française s'est emparé d'un territoire éloigné, a asservi par la violence un peuple qui ne lui avait rien demandé. Il y a peu, son Conseil d'État prétendait que les colons doivent avoir les mêmes droits que le peuple autochtone à se prononcer sur l'avenir de la Kanaky (26 décembre 2023). Aujourd'hui, son gouvernement réprime à grande échelle le soulèvement provoqué par la colonisation et son champion actuel, Macron.

La responsabilité du mouvement ouvrier français est de rompre avec sa bourgeoisie :

Dehors, la police et l'armée françaises !

Rétablissement des libertés démocratiques, dont le droit de se déplacer et de manifester !

Démantèlement immédiat des bandes armées colonialistes et racistes !

Retrait du projet de loi constitutionnelle française !

Restitution des terres aux Mélanésiens !

Référendum de la population originaire de l'Océanie (Mélanésiens, Polynésiens, métis...) pour décider !

Kanaky démocratique, laïque, avec les mêmes droits pour tous ceux qui veulent y vivre !

La direction bourgeoise du mouvement nationaliste a trop peur de la révolution sociale pour mobiliser la classe ouvrière, la seule force démocratique conséquente de notre époque, car celle-ci risquerait de s'en prendre à toute la classe capitaliste (Kanaks inclus) et de balayer le vieux fatras (prérogatives des chefs tribaux, oppression des femmes cristallisée dans le droit coutumier, etc.).

Le FLNKS est voué, une fois de plus, à céder à la bourgeoisie française ou à se vendre à une autre bourgeoisie impérialiste, ce qui le rend incapable d'arracher l'indépendance. Sa nature de classe l'empêche de s'adresser aux travailleurs de la France métropolitaine pour paralyser la bourgeoisie française. Contre le front uni antiimpérialiste qui soumet les travailleurs à la bourgeoisie kanake, ceux-ci doivent prendre la tête de tous les exploités et opprimés, à commencer par les femmes travailleuses.

Assemblées générales dans les entreprises, les administrations, les lieux d'étude, les quartiers pour discuter, décider, se coordonner, se centraliser !

Autodéfense des travailleurs contre les forces de répression françaises, les bandes armées des colons, les réseaux mafieux !

Création de syndicats unifiés indépendants de l'État français, des provinces et du FLNKS, défendant les intérêts des femmes comme des hommes, des Kanaks comme des autres ethnies, contre tous les patrons !

Parti ouvrier révolutionnaire rassemblant tous les exploités de Kanaky, dont la première revendication est le départ de l'impérialisme français !

Gouvernement ouvrier et paysan !

Les communistes internationalistes avertissent les travailleurs kanaks des limites de l'indépendance politique d'un micro-État de la taille de la Kanaky, même si elle n'est pas victime d'une partition orchestrée par l'État français. Restés capitalistes dans un environnement capitaliste, les Fidji (890 000 habitants, indépendantes en 1970) ou Vanuatu (300 000 habitants, indépendant en 1980) n'échappent pas à la pauvreté, à la domination économique étrangère et aux rivalités dangereuses des puissances impérialistes, que ce soit les États-Unis et leurs alliés ou la Chine et les siens.

Internationale ouvrière révolutionnaire avec les prolétaires soeurs et les frères de France, de Wallis et Futuna d'Australie, de Nouvelle-Zélande/Aotearoa, de Papouasie-Nouvelle Guinée... !

États-Unis socialistes d'Océanie !

27 mai 2024

lire sur notre site

La République et sa colonie de Nouvelle-Calédonie
<https://groupemarxiste.info/2024/05/26/la-republique-et-sa-colonie-de-nouvelle-caledonie-1847-2024/>

La bourgeoisie française en difficulté

L'impérialisme français en voie de déclassement

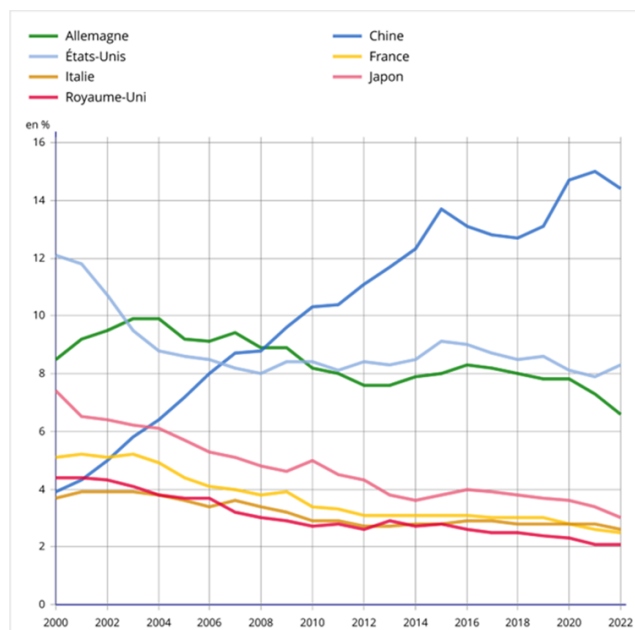
La classe dominante française est confrontée à un risque de déchéance par rapport à ses rivales européennes et mondiales. La France pèse moins de 1 % de la population mondiale et son taux de natalité (1,68 enfant par femme) ne suffit plus à assurer le renouvellement de la population.

Le PIB ne représente plus que 3 % du PIB mondial. La part de l'industrie dans le PIB de la France est tombée aux alentours de 10 %, soit presque deux fois moins qu'en Allemagne. La « part de marché » de la France —la place de ses exportations de biens dans les exportations mondiales— est tombée à 2,7 % en 2023.

L'affaiblissement de la base économique de l'impérialisme français et ses prétentions militaires grandissantes incitent l'État bourgeois à vivre à crédit, au plus grand bénéfice des groupes financiers français et étrangers.

Tout le monde financier moderne, tout le monde des banques, est très étroitement intéressé au maintien du crédit public. (Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, 1851, ch. 6)

Le déficit public a atteint 154 milliards d'euros en 2023, soit 5,5 % du produit intérieur brut, loin de la règle de l'Union européenne qui impose un plafond de 3 %. La dette publique s'élève à 3 101,2 milliards d'euros fin 2023 soit 110,6 % du PIB, presque le double de la limite de 60 % fixée par l'UE. Pour LR, c'est seulement la faute du gouvernement actuel.



COMPARAISON DE PARTS DE MARCHÉ DE QUELQUES PAYS / INSEE, 7 JUILLET 2023

On nous a beaucoup accusés d'être semblables à Emmanuel Macron alors que nous mènerions une politique économique et budgétaire très différente. (Geoffroy Didier, organisateur de la Nuit de l'économie de LR, *Les Échos*, 10 avril 2024)

Pour le président, la responsabilité du déficit public revient aux partenaires économiques de la France

La France s'est mieux tenue que les autres, mais nous avons connu une croissance et surtout des rentrées fiscales moins importantes à la fin de l'année en raison notamment du ralentissement brutal qui touchait l'Allemagne et l'Italie. (Emmanuel Macron, *La Tribune dimanche*, 5 mai 2024)

Deux des « outre-mer » de l'ancien empire colonial sont en crise : Mayotte dans l'océan Indien, la Nouvelle-Calédonie dans l'océan Pacifique. L'État français voit son pré-carré africain se réduire encore. Le continent est le terrain de la lutte d'influence que se livrent les puissances impérialistes petites et grandes. Au Sénégal, la victoire du candidat Diomaye Faye dès le 1^{er} tour de l'élection présidentielle risque de mettre à mal ce qui reste des positions de l'impérialisme français. Le Sénégal vient de se joindre à plusieurs États de l'Union économique et monétaire ouest-africaine qui remettent en cause le franc CFA. Le nouveau premier ministre met vertement en cause Macron qui avait soutenu son prédécesseur contre l'opposition.

Ousmane Sonko a accusé Emmanuel Macron d'avoir accueilli et félicité son homologue sénégalais au pire moment de la répression. « C'est une incitation à la répression, une incitation à la persécution et à l'exécution de Sénégalais qui n'avaient commis d'autre crime que d'avoir un projet politique ». (*Le Monde*, 17 mai 2024)

En outre, il a aussi évoqué la possibilité de fermer les bases militaires françaises sur le territoire, lors d'un discours prononcé jeudi 16 mai à une conférence de presse conjointe avec Mélenchon (LFI/France), à Dakar.

L'Union européenne prise en tenaille

La défaite militaire de l'Allemagne et de l'Italie et l'effondrement de l'empire colonial français avaient contribué à la mise en place de la CEE-UE en 1957. Mais l'UE, après de nombreux succès, est en difficulté depuis le départ de la Grande-Bretagne. Elle est victime de la guerre économique qui fait rage entre la Chine et les États-Unis. En outre, l'État français et l'État allemand ne réagissent pas de la même manière.

En Europe, nous ne sommes pas unanimes sur la Chine car certains acteurs voient toujours dans la

Chine essentiellement un marché de débouchés. Je plaide pour un aggiornamento... Nous avons une Europe lotharingienne, qui produisait beaucoup, était tirée par l'automobile, disposait d'une énergie peu chère (le gaz russe), d'un hinterland productif (l'Europe centrale et orientale), d'un marché de débouchés (la Chine) et d'un parapluie géopolitique (les États-Unis). Tout cela est à terre. Le gaz russe n'est plus accessible. En dehors de certains secteurs comme le luxe, le marché chinois n'est plus un marché de débouchés pour ce qui est produit en Europe. Quant aux États-Unis, si on a de la chance de les avoir en Ukraine aujourd'hui, regardons les choses avec lucidité : leur priorité est axée sur eux-mêmes et la Chine. Notre modèle est profondément bousculé. (Emmanuel Macron, *La Tribune dimanche*, 5 mai 2024)

La visite du président chinois Xi en France les 6 et 7 mai confirme la discordie. À la différence de sa dernière visite en 2019, le chancelier Scholz n'a pas participé aux entretiens. Sur ce, Xi s'en va signer d'importants contrats avec la Serbie et la Hongrie (membre de l'UE).

L'effort budgétaire ne concerne pas tout le monde

Les difficultés du capitalisme français incitent plus que jamais le gouvernement à s'en prendre à la classe ouvrière.

La décision des agences Fitch et Moody's de maintenir inchangée la notation de la dette souveraine de la France doit nous inviter à redoubler de détermination pour rétablir nos finances publiques (Bruno Le Maire, *Le Monde*, 26 avril 2024)

Au lieu d'augmenter la construction de logements sociaux de type HLM, le gouvernement veut alléger les obligations actuelles (assez peu contraignantes) des communes (loi SRU, 13 décembre 2000). Dans ce but, le 3 mai, le conseil des ministres a adopté le projet de loi Kasbarian.

L'austérité (« rétablir les finances publiques ») ne s'applique pas aux groupes capitalistes.

L'État s'engage formellement dans le plan de sauvetage d'Atos en sécurisant l'avenir des activités sensibles et souveraines du groupe d'informatique avec un prêt de 50 millions d'euros. (*Le Monde*, 9 avril 2024)

L'austérité ne s'applique pas aux capitalistes agrariens qui contrôlent la FNSEA, libres en outre d'empoisonner les consommateurs et les ouvriers agricoles comme de détériorer l'environnement.

Ils l'ont écrit quasiment main dans la main. Le projet de loi d'orientation agricole est en quelque sorte une oeuvre commune. Celle du gouvernement et celle des syndicats agricoles... Le texte n'aborde pas la question des pesticides... Des omissions mais aussi des reculs, estiment certains experts, notamment sur la requalifi-

cation des sanctions pénales en sanctions administratives pour certaines atteintes à l'environnement. (*Les Échos*, 3 avril 2024)

L'armée de réserve du capital semble se gonfler à nouveau. Prenant prétexte de l'échec de la négociation entre les syndicats et le patronat sur les parcours professionnels, le gouvernement va définir par décret de nouvelles règles d'indemnisation du régime de l'assurance-chômage. Elles aggraveront encore la situation des travailleurs chassés de l'emploi par le capital.

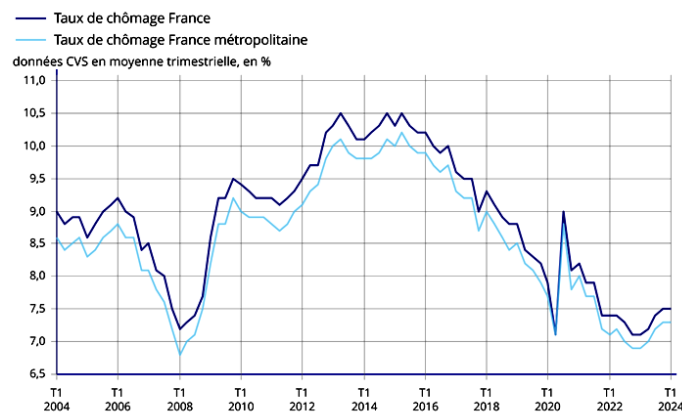
Le gouvernement est sorti du bois sur sa nouvelle réforme de l'assurance chômage... La principale mesure est le durcissement des conditions d'affiliation au régime. À partir du premier juillet prochain, il faudra avoir travaillé 8 mois au cours des 20 derniers mois contre 6 mois sur 24 actuellement. (*Challenges*, 23 mai 2024)

À cette fin, la ministre du travail Vautrin « a engagé une série de rencontres avec des responsables syndicaux et patronaux » (*Le Monde*, 24 mai).

Évidemment, l'austérité ne s'applique pas à l'armée, à la police, au système carcéral : le budget 2024 prévoit 2 600 postes supplémentaires pour le ministère de l'intérieur, près de 2 000 pour le ministère de la justice, plus de 1 500 pour celui de la défense.

Les forces d'espionnage et de répression de la population, de plus en plus nombreuses, constituent un vivier pour le RN. Elles ont été employées récemment à réprimer les étudiants qui soutenaient les Gazaouis et elles servent une fois de plus à maintenir par la force la « Nouvelle-Calédonie » au sein de l'État français.

Par contre, l'austérité pèse sur le droit aux soins (franchise médicale augmentée), sur les hôpitaux, sur l'enseignement public... Des économies à réaliser servent de prétexte à fusionner l'audiovisuel public et



mettre au pas les radios publiques, alors que les grands capitalistes resserrent leur contrôle sur la presse écrite et l'édition.

Attaques en cours contre les collégiens, les enseignants et les chercheurs

L'enseignement public est ponctionné de 0,6 milliard. Comme il n'y a pas assez de candidats aux concours de professeurs, à cause de la faiblesse des salaires, de la paupérisation de quartiers entiers, des effectifs, de la caporalisation du métier, le gouvernement décide de les recruter à bac + 3 au lieu de bac + 5.

Alors que les enseignants de Seine-Saint-Denis se sont levés vaillamment contre le manque de moyens et la contre-réforme du « Choc des savoirs », les dirigeants de l'intersyndicale CNT-CGT-SUD-FSU les ont isolés dans le département et les ont épuisés en multipliant des « initiatives locales » et des « journées d'action ». À l'échelle nationale, les bureaucrates FSU-UNSA-CGT-SUD-CFDT-FO complètent en décrétant le 25 mai une troisième journée d'action, suivant la même méthode qui a abouti à la défaite du mouvement des retraites en 2023.

La recherche et l'enseignement supérieur publics (ESR) qui sont ponctionnés de presque 1 milliard d'euros. Le gouvernement poursuit son remodelage de la recherche publique au compte du grand capital. Comme pour la répression, les retraites, la Nouvelle-Calédonie, la politique migratoire, etc. il s'inscrit dans la filiation de Sarkozy et de Fillon. Il appelle rétrospectivement « acte 1 » de l'autonomie la LRU de Péresse. Les établissements d'enseignement supérieur (université, école d'ingénieur, école militaire...) sont sommés de fusionner avec d'autres établissements, possiblement privés, en adoptant notamment le statut d'établissement public expérimental. Les EPE permettent de déroger au Code de l'éducation et transforment de plus en plus la nature des établissements d'enseignement supérieur. Ainsi, ces établissements se transforment en véritables entreprises où la recherche et la formation doivent être rentables et au service du capital. Les frais d'inscription peuvent être facilement augmentés, bien plus que dans les universités traditionnelles. La cogestion instaurée en 1968 s'étend aux patrons.

« L'acte 2 » de Macron-Attal-Retailleau s'affiche comme un plan pour « l'autonomie » en deux axes. Il s'agit premièrement de flexibiliser et précariser les travailleurs de la recherche en attaquant leurs statuts, de transformer les organismes de recherche publics en « agences de programme » pour faire respecter les priorités économiques dictées par le gouvernement.

Le deuxième axe vise à modifier le positionnement et l'organisation de mon ministère pour qu'il adopte une posture plus stratégique vis-à-vis de ses opéra-

teurs. (Sylvie Retailleau, Discours à la Cité internationale universitaire de Paris, 26 mars 2024)

Il s'agit d'accentuer la concurrence et la soumission au profit. Le gouvernement commence à appliquer son plan.

L'objectif est clair : mettre en place les conditions d'une autonomie renforcée chez quelques-uns durant une année et commencer à en tirer des enseignements pour un véritable acte 2 de l'autonomie. Retailleau, 26 mars 2024)

La plupart des organisations syndicales dénoncent à juste titre ces projets. Pourtant, les chefs de la FSU, de SUD, de la CGT, de l'UNSA... continuent à se rendre aux convocations du gouvernement pour en discuter. Le 9 avril, à 17 h, il n'en manquait aucun au ministère pour écouter poliment Retailleau.

Plan contre l'ensemble des travailleurs de la fonction publique

Les contractuels sont 1,2 des 5,7 millions de travailleurs de la fonction publique, plus de 20 % de l'effectif. Moins de cinq ans après la « loi de transformation de la fonction publique » qui a créé un nouveau contrat précaire de longue durée et imposé un allongement du temps de travail, le gouvernement convoque le 9 avril les fédérations syndicales de la fonction publique (d'État, des collectivités territoriales, de la santé) pour négocier une nouvelle « réforme ». Le gouvernement Macron-Attal-Guerini veut réduire la protection de ceux qui ont un statut et les diviser en systématisant le « salaire au mérite ».

C'est un dévoiement du statut de la fonction publique que de considérer qu'au nom de la garantie de l'emploi on ne puisse pas se séparer d'un agent qui ne ferait pas son boulot. La justice, c'est de récompenser les agents qui sont engagés et de sanctionner ceux qui ne font pas suffisamment leur travail. (Stanislas Guerini, Le Parisien, 9 avril 2024)

Pourtant, au lieu d'exiger le rattrapage du pouvoir d'achat, la création des postes en particulier dans la santé et l'enseignement publics, la titularisation des travailleurs précaires, les chefs syndicaux, sauf ceux de FO (qui réclament de meilleures négociations), se rendent depuis le 9 avril aux convocations pour mettre au point l'attaque gouvernementale. Il faut attendre le 21 mai pour que quatre d'entre elles (CGT, FO, FSU et Solidaires) boycottent un rendez-vous au ministère.

La collaboration de classe et les élections au Parlement européen

Les élections « européennes » à la proportionnelle et à un seul tour se tiennent le 9 juin. Elles vont confirmer que l'assise du macronisme s'est rétrécie, que LR n'arrive pas à sortir de l'étouffement entre Renaissance

et le RN. La suprématie électorale du parti bourgeois le plus réactionnaire est alimentée par la perception par la petite bourgeoisie (indépendants, cadres) du déclin de l'impérialisme français, par le recul de la conscience de classe causé par les défaites successives éprouvées par la classe ouvrière, par l'abstention électorale des travailleurs douchés par l'expérience répétée des gouvernements fronts populistes.

LFI a brisé elle-même le front populaire (NUPES) qu'elle avait fondé en 2022. Aujourd'hui, une partie des anciens adjoints du chef suprême de LFI relaie la pression des médias, qui l'accusent d'être clivant, voire antisémite.

En réalité, Mélenchon défend toujours la légitimité d'Israël, comme le PS, le PCF et LO. Il conserve la position du gouvernement Jospin (PS-PCF-EELV) dont il était membre : partager la Palestine entre un État colonial surarmé et des réserves d'indigènes désarmés (que l'ONU affublerait du nom d'État palestinien). De même, LFI s'inscrit dans le regain de protectionnisme des bourgeoisies américaine et européennes, qu'elle peint simplement en vert.

La Commission européenne s'obstine plus que jamais dans le libre-échange... Nous voulons passer au protectionnisme écologique et social... Il faut relocaliser l'industrie et garantir notre indépendance sur les ressources clés... empêcher la captation ou la participation d'entreprises étrangères à des industries stratégiques pour notre souveraineté. (LFI, Programme, ch. 5) ; *Défendre l'exception culturelle française.* (ch. 6) ; *Maintenir le caractère national de la dissuasion nucléaire française* (ch. 8).

Le social-patriotisme de LFI (partagé par Ruffin, Autain, Garrido, Coquerel, Corbière...) n'empêche pas les « trotskystes » du NPA-AC et du POI de s'y rallier.

Le mot d'ordre d'unification prolétarienne de l'Europe est une arme très importante dans la lutte contre le chauvinisme abject des fascistes. La politique la plus dangereuse est celle qui consiste à s'adapter à l'ennemi, à se faire passer pour lui. Aux mots d'ordre de désespoir national et de folie nationale, il faut opposer les mots d'ordre qui proposent une solution internationale. (Lev Trotsky, « Le tournant de l'IC et la situation en Allemagne », 26 septembre 1930, *Contre le fascisme*, Syllepse, p. 129-130)

LFI fait campagne avec un groupe écologiste, REV, et des transfuges d'EELV. Le PS fait campagne avec l'officine bourgeoise et prosioniste de Glucksmann, PP. Le PCF fait campagne avec une survivance du Parti radical, LRDG, et le groupuscule bourgeois et souverainiste de Montebourg. Les travailleurs conscients ne peuvent pas voter pour de tels attelages.

Seuls LO, le NPA-R et le PT présentent des listes sans représentant politique des exploitateurs.

Pour l'indépendance de classe, pour la lutte de classe

Aucune élection, surtout pour une institution qui n'a de parlement que le nom (les décisions essentielles sont prises par le Conseil européen, c'est-à-dire les gouvernements des États-membres), ne résoudra les problèmes brûlants du prolétariat français et européen.

Pour faire face à la dislocation de l'économie mondiale, à la montée de la xénophobie et du militarisme, à la crise climatique, il faut que la classe ouvrière cesse de perdre à cause des gouvernements au service de la bourgeoisie et des trahisons des mobilisations par les bureaucraties syndicales. Il faut tracer une perspective radicale, celle de la révolution sociale, de la prise du pouvoir par les travailleurs, d'un gouvernement ouvrier en France et des États-Unis socialiste d'Europe. Il faut s'organiser pour mettre les syndicats à notre service et se doter d'un parti et d'une internationale qui expriment nos intérêts quotidiens et historiques.

Arrêt des licenciements ! Abandon du plan du gouvernement contre les chômeurs ! Boycott par les confédérations syndicales de toute négociation du plan du gouvernement !

Rétablissement des horaires d'enseignement au collège, suppression des groupes de niveau ! Création de tous les postes nécessaires à l'enseignement public en Seine-Saint-Denis et partout !

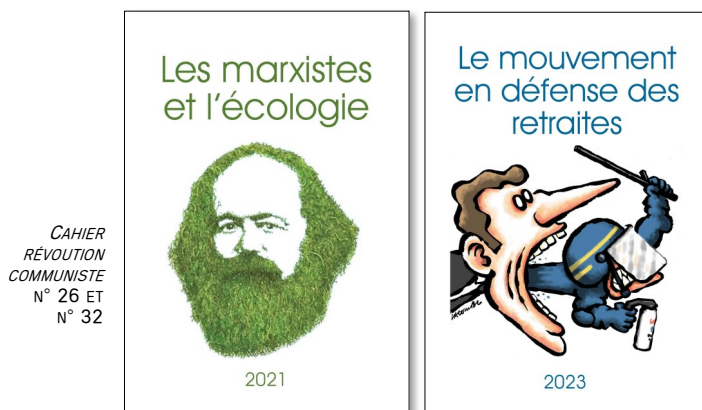
Fin de l'expérimentation du projet gouvernemental contre la recherche et l'enseignement supérieur ! Boycott des négociations sur « l'acte 2 » !

Retrait du plan contre les travailleurs de la fonction publique ! Boycott de toute négociation de ce plan !

Arrêt des fournitures d'armes à Israël ! Abandon de toute poursuite contre les militants qui défendent le peuple opprimé de Palestine ! Abrogation du délit d'incitation au terrorisme !

Retrait des forces de répression impérialistes françaises en Nouvelle-Calédonie/Kanaky !

24 mai 2024



Ce que veulent les communistes internationalistes



Palestine

En Palestine, l'État colon israélien continue son entreprise de génocide de plus de 2 millions de Palestiniens retenus prisonniers dans la bande de Gaza. La colonisation, les assassinats, les emprisonnements se poursuivent en Cisjordanie occupée. Toutes les puissances impérialistes réclament aujourd'hui hypocritement un cessez-le-feu. Mais États-Unis, Allemagne, Grande Bretagne, France, Italie ont approuvé l'offensive militaire israélienne et continuent à livrer armes et munitions à Israël. Ce ne sont pas eux qui vont arrêter le massacre. Seul le prolétariat peut organiser le boycott effectif dans les usines, les ports et aéroports des livraisons d'armes et de munitions indispensables à Nétanyahou. C'est ce que demandent les syndicats palestiniens.

Les impérialismes et les réformistes de tout poil prétendent que la solution réside dans la création d'un État palestinien au côté de l'État d'Israël. Mais ce sont précisément les accords d'Oslo qui ont conduit à la situation d'aujourd'hui, avec d'un côté la capitulation de l'OLP réduite à servir d'auxiliaire de police à Israël dans des lambeaux de territoires et de l'autre un État sioniste tout puissant qui multiplie les colonisations. Le sionisme implique l'oppression, les expulsions et la violence permanente contre les Palestiniens. Il n'y aura pas de paix en Palestine sans le démantèlement de l'État sioniste, sans une Palestine démocratique, multiethnique, bilingue, laïque et socialiste. Pour le gouvernement ouvrier et paysan en Palestine ! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient ! Voilà la perspective pour le prolétariat palestinien comme pour le prolétariat juif qui doit rompre avec le sionisme. C'est le combat des communistes internationalistes !

Ukraine

En Ukraine, la Russie poursuit une guerre d'invasion impérialiste. Mais il ne s'agit pas encore d'une guerre interimpérialiste. Les impérialismes occidentaux fournissent des armes à l'Ukraine, mais se gardent pour l'instant bien d'y intervenir directement contre l'impérialisme russe.

L'Ukraine peine de plus en plus à résister à la pression de l'armée russe. Le gouvernement de Zelensky mène la guerre avec les méthodes de la bourgeoisie compradore, mêlant idéologie chauvine, affairisme, passe-droits, restrictions des libertés démocratiques et pressions de toutes sortes sur le prolétariat, soumission et vente du pays aux intérêts économiques et stratégiques des impérialismes américain, allemand, britannique, français... Cette politique démoralise les masses laborieuses, qui sont le pilier du front, et étouffe l'enthousiasme des

jeunes à rejoindre la défense. Libertés démocratiques y compris pour les soldats, abrogation de la législation anti-ouvrière de Zelensky, annulation sous le contrôle des travailleurs et des paysans pauvres des privatisations ! Formation militaire, armement des travailleurs et direction de la guerre sous le contrôle des organisations ouvrières et de paysans ! Respect des minorités tatare, russe, biélorusse, moldave, rom, juive, hongroise et roumaine en Ukraine et dans tous les États de la région ! Retrait des troupes russes d'Ukraine ! Retrait des troupes américaines, britanniques, françaises, espagnoles, italiennes... d'Europe centrale ! Dissolution de l'OTAN !

Du côté russe, Poutine a mis en place une économie de guerre avec une augmentation de 70 % des dépenses militaires en 2024, au détriment de la population. Il renforce la répression. Le prolétariat russe n'a aucun intérêt à affronter son voisin ukrainien. Il peut arrêter la guerre impérialiste que mène la bourgeoisie russe en Ukraine. Il lui manque une organisation révolutionnaire qui renoue avec les bolcheviks de 1917, qui donne la direction du combat contre Poutine. Retrait des troupes russes, restitution des territoires conquis à l'Ukraine, dissolution de l'OTSC ! Soldats du front, tournez vos armes contre vos généraux, imposez l'arrêt immédiat des hostilités ! C'est le combat des communistes internationalistes !

Les États impérialistes préparent la guerre

Partout dans le monde, la croissance économique ralentit. Mais les dépenses militaires augmentent. En 2022, elles ont atteint 2 240 milliards de dollars. La rivalité va croissant entre l'impérialisme américain et l'impérialisme chinois. Aux États-Unis les dépenses militaires ont atteint 860 milliards de dollars en 2023, tandis que la Chine augmente à nouveau son budget militaire de plus de 7 %, comme en 2023, pour un montant de 231 milliards de dollars. Les impérialismes européens ne sont pas en reste, avec 480 milliards en 2022, et cela continue d'augmenter. Les rivalités interimpérialistes s'aiguisent et chaque bourgeoisie renforce son potentiel militaire, exalte le nationalisme, renforce le protectionnisme et se prépare à d'éventuels affrontements.

La réaction progresse partout

Même dans les centres impérialistes, la bourgeoisie s'attaque de plus en plus résolument aux conquêtes sociales antérieures. Pour le prolétariat, pour de larges autres couches de la société, petits paysans, travailleurs indépendants, étudiants, etc. les conditions de vie se dégradent. Les libertés démocratiques, le droit de grève, les droits des femmes, les droits des minorités sexuelles, les droits des immigrés sont battus en brèche.

Des partis traditionnels de la bourgeoisie sont de plus en plus xénophobes et autoritaires. Ils ouvrent eux-mêmes la

voie aux partis fascisants en courant vainement derrière leur surenchère nationaliste et xénophobe. Les partis « réformistes », qu'ils soient au gouvernement ou dans l'opposition, restent attachés à la défense de leur propre bourgeoisie. Sous un nom ancien ou nouveau, le réformisme continue à trahir et conduit à défaite sur défaite, démoralise le prolétariat.

Dans ces conditions, dans de très nombreux pays, des partis populistes, démagogues, fascisants se posent en recours en désignant les étrangers, les minorités sexuelles ou religieuses comme boucs émissaires. Dans leur ombre, des groupes fascistes commencent à paraître ouvertement, à attaquer des militants ou des réunions ouvrières. Demander à l'État bourgeois de bien vouloir interdire ces groupes fascistes, c'est semer des illusions en laissant croire à la classe ouvrière que la démocratie bourgeoise peut stopper la montée du fascisme. Constituer d'ores et déjà des groupes ouvriers d'autodéfense, des services d'ordre pour interdire la rue aux groupes fascistes est une nécessité dès aujourd'hui. Il faut construire des partis ouvriers révolutionnaires. C'est le combat des communistes internationalistes !

Rompre partout la soumission à la classe dominante

L'inflation galopante ronge les monnaies de nombreux pays plus faibles, Turquie, Argentine, Venezuela, Zimbabwe, Soudan, Iran, Pakistan, etc. Les gouvernements de ces pays reportent sur les masses tout le poids de la crise. La bourgeoisie, même dans les pays dominés, ne peut plus jouer de rôle progressiste. En Iran, le régime des ayatollahs mis en place par la bourgeoisie pour mater la révolution iranienne continue d'opprimer les femmes, les militants ouvriers, les minorités nationales, les minorités sexuelles. En Turquie, où plus du tiers de la population vit désormais sous le seuil de pauvreté, le régime d'Erdogan persécute les Kurdes. En Argentine, où plus de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté, le gouvernement de Milei s'attaque frontalement à la classe ouvrière, à ce qu'il reste de services publics.

Les travailleurs n'ont rien à attendre des diverses fractions de la bourgeoisie. Car aucune ne veut rompre avec le capitalisme. Les alliances électorales ou gouvernementales entre les partis ouvriers et des fractions de la bourgeoisie ne conduisent qu'à maintenir sa domination. Les combinaisons parlementaristes comme les soi-disant assemblées constituantes ne servent que de paravent derrière lequel la réaction prépare tranquillement la reprise en main comme en Tunisie et au Chili. Seul un gouvernement ouvrier expropriant le capital pourra satisfaire les immenses besoins des masses, garantir toutes les libertés démocratiques, y compris en donnant la liberté aux minorités nationales

de constituer leur propre État si elles le souhaitent. C'est le combat des communistes internationalistes !

Le maintien du capitalisme est un danger mortel pour l'humanité

Les COP se succèdent et le réchauffement climatique se poursuit inexorablement, ainsi que la plupart des pollutions et dégradations de l'environnement. L'année 2023 aura été la plus chaude jamais enregistrée dans le monde. Il faudrait baisser de 43 % les émissions mondiales de CO² entre 2019 et 2030 et les réduire à zéro d'ici 2050 pour contenir le réchauffement climatique à 1,5 degré en 2100. Or, les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'utilisation des énergies fossiles, continuent d'augmenter. La COP 28 s'est réunie en décembre dernier aux Émirats arabes unis, qui sont le 6^e producteur mondial de pétrole. Elle a décidé que tout continuerait comme avant. Seule la prise du pouvoir par la classe ouvrière, en particulier dans les principaux pays impérialistes, peut arrêter la marche à la catastrophe qui s'annonce de plus en plus nettement. Pour produire autrement, autre chose, pour libérer la recherche... il faut en finir avec le mode de production basé sur le profit et la concurrence. C'est le combat des communistes internationalistes !

Construire une internationale ouvrière révolutionnaire

Il est possible de mettre fin à tout ce système pourri si, par-delà les frontières, l'avant-garde des travailleurs se regroupe dans une internationale ouvrière révolutionnaire basée sur le marxisme. Dans chaque État, l'internationale aidera à construire un parti de type bolchevik pour exproprier le grand capital et détruire l'État bourgeois, instaurer des gouvernements ouvriers basés sur les conseils.

Alors, la classe ouvrière pourra prendre la tête des luttes contre l'exploitation et l'oppression, pour les libertés démocratiques et la laïcité, le droit des nations opprimées, pour l'égalité des femmes et pour la défense de l'environnement. Alors, la classe ouvrière saura constituer ses conseils et s'armer, exproprier le grand capital et détruire l'État bourgeois, instaurer un gouvernement ouvrier basé sur les conseils. La dictature du prolétariat ouvrira la voie du socialisme-communisme mondial débarrassé de l'État, un mode de production basé sur l'égalité et la solidarité, où les travailleurs géreront consciemment les ressources, la production et la répartition au profit de l'humanité actuelle et future. Rejoignez le combat des communistes internationalistes !

1 mai 2024,

Collectif révolution permanente (Argentine, Autriche, Espagne, France, Turquie)

Pour les États-Unis socialistes d'Europe

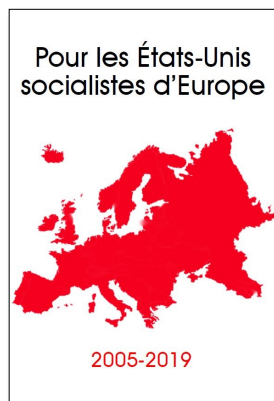
Les rivalités interimpérialistes affaiblissent l'Union européenne

La lutte incessante entre les grands États impérialistes pour le partage et le repartage du monde fait désormais entrer l'ensemble des relations internationales dans une situation de plus en plus conflictuelle et dangereuse. La rivalité entre les deux principales puissances capitalistes, les États-Unis et la Chine, bouscule les fragiles équilibres antérieurs. La guerre commerciale devient la règle, remplaçant les laborieuses tractations qui prévalaient antérieurement pour tenter de trouver des arrangements acceptables par tous dans le cadre de l'OMC. Dans cette guerre économique, tous les coups sont permis, comme l'a constaté amèrement Macron le 25 avril : « *Les deux premières puissances internationales ont décidé de ne plus respecter les règles du commerce* ». L'Union européenne est coincée entre la puissance économique de l'impérialisme américain qui ne lui fait pas de cadeaux et la concurrence redoutable de l'impérialisme chinois. De surcroît, l'impérialisme russe dispute aux impérialismes américain, allemand ou français le contrôle de pays auparavant sous domination de la bureaucratie stalinienne qui n'ont pas rejoint l'UE, comme la Géorgie, la Moldavie ou l'Ukraine, au mépris de leur population et du droit à leur indépendance. L'invasion de l'Ukraine par l'armée russe ne menace pas directement les États de l'UE, car l'impérialisme russe n'en a pas les moyens, mais elle relance les politiques de réarmement. Les dépenses militaires des États membres ont augmenté de 16 % en 2023 pour atteindre 552 milliards d'euros.

Le capitalisme décadent ne permet pas d'unifier pacifiquement l'Europe

Un État impérialiste européen, la Russie, tente de recoloniser un autre, l'Ukraine, qui était passé en 2014 sous la domination des États-Unis et de l'Allemagne. L'UE en souffre d'autant plus qu'elle n'est pas une puissance impérialiste unifiée. C'est le fruit de luttes et de compromis entre les principales bourgeoisies européennes aux intérêts tantôt convergents, tantôt divergents, pour défendre et tenter d'élargir leurs sphères d'influences respectives. L'UE possède son parlement, édicte directives et règlements. Les marchandises, les capitaux et les citoyens qui ont des papiers y circulent librement, 20 des 27 pays utilisent l'euro comme monnaie commune... Ce marché unifié était et reste indispensable à chacune des bourgeoisies pour essayer de dépasser les limites étroites de ses frontières. Il a permis un accroissement des échanges et un développement des forces productives, aux conditions de l'exploitation capitaliste. Politique agricole commune,

pacte vert, politique de réindustrialisation, etc. tout est taillé sur mesure pour les intérêts des capitalistes des impérialismes les plus influents. Pour autant, l'UE reste avant tout un marché de 450 millions d'habitants où chaque bourgeoisie se bat pour son propre compte, nouant des alliances de circonstances au gré de ses intérêts. S'en retirer, comme l'a fait la Grande-Bretagne au début 2020 aux termes de la très réactionnaire campagne du Brexit a nui immédiatement aux étudiants et aux travailleurs venus du continent et n'a apporté que des difficultés supplémentaires dont le prolétariat britannique fait les frais au premier chef. Les impérialismes les plus puissants, l'Allemagne et la France, se livrent une sourde bataille, derrière poignées de mains et sourires de façade. L'Europe des capitalistes n'est pas et ne sera jamais unifiée au point de ne former plus qu'un seul État, même fédéral. Car



CAHIER RÉVOLUTION COMMUNISTE
N° 22

chaque bourgeoisie a besoin de son État pour combattre sa classe ouvrière et défendre ses intérêts contre les autres bourgeoisies. L'aggravation des tensions mondiales, la très faible croissance économique de l'UE, nourrissent les oppositions entre les États européens. Dans ces conditions, si chacun d'entre eux plaide pour renforcer l'Europe, c'est uniquement en fonction de la défense de ses intérêts. Par exemple, l'impérialisme allemand et l'impérialisme français se disputent la première place pour conduire et donc fournir en matériels la construction d'une défense européenne tandis que d'autres restent partisans de s'en remettre à l'OTAN.

L'impérialisme américain pèse sur l'UE

Le Brexit a affaibli l'UE et a renforcé la soumission de la Grande-Bretagne aux États-Unis. Il n'y a pas d'armée de l'UE ; l'OTAN, le traité militaire qui solidarise les États-membres, est sous hégémonie étasunienne. De plus, 80 ans après la fin de la 2^e guerre mondiale, les EU maintiennent en Europe plus de 200 bases militaires avec plus de 62 000 soldats actifs. La majorité se concentre en Allemagne où la seule base de Ramstein comporte 50 000 militaires étasuniens.

Que le président soit du Parti républicain ou du Parti démocrate, les États-Unis ont engagé leurs forces pour contenir la Chine et l'empêcher de réaliser son objectif qui est à terme de lui ravir sa place d'impérialisme dominant dans le monde. Les États-Unis utilisent leur suprématie militaire, économique, culturelle et diplomatique également contre leurs rivaux européens. Le gouvernement américain veut empêcher la Chine de se procurer des puces électroniques de dernière génération et les machines pour les produire. Il a les

moyens d'étendre ses interdictions de commercer aux entreprises non américaines, qu'il s'agisse d'ASML aux Pays-Bas, de Zeiss ou Trumpf en Allemagne, etc. en les menaçant de mesures de rétorsion commerciales et bancaires. Cela envenime les relations entre l'UE et la Chine.

Si l'UE impose de strictes restrictions à l'exportation de produits de haute technologie vers la Chine d'une part, et espère augmenter de manière significative ses exportations vers la Chine d'autre part, je crains que cela n'ait pas de sens. (Wang Wenbin, porte-parole du ministère des affaires étrangères chinois, janvier 2024)

Les multiples aides et financements du plan américain Inflation Reduction Act, qui pourraient atteindre 1 000 milliards de dollars, jouent comme une pompe aspirante des investissements industriels à l'échelle internationale pour l'installation d'entreprises aux États-Unis au détriment de l'UE.

Les Etats-Unis utilisent une politique industrielle à grande échelle pour attirer les entreprises européennes, tout en utilisant le protectionnisme pour exclure les concurrents (Mario Draghi, ex-président de la Banque centrale européenne, 16 avril)

Les États-Unis ont en partie remplacé la Russie frappée de sanctions économiques depuis l'invasion de l'Ukraine pour la fourniture de gaz à l'UE. Mais le GNL américain livré par bateaux est vendu quatre fois plus cher en Europe qu'il ne l'est aux États-Unis, de surcroît sur la base de contrats de longs termes. Une nouvelle dépendance énergétique vient donc de remplacer l'ancienne, couteuse, en particulier pour l'Allemagne dépourvue d'énergie nucléaire.

L'impérialisme chinois renforce ses positions face à l'UE

Quant aux relations avec la Chine, le déficit de la balance commerciale de l'UE a frôlé les 400 milliards d'euros en 2022. Même s'il s'est réduit en 2023, ce déficit a presque doublé depuis 2020. Grâce à ses progrès technologiques, la Chine renforce ses positions. Elle produit aujourd'hui les machines-outils qu'elle achetait hier à l'Allemagne. Elle est en passe de tailler des croupières à l'industrie automobile des pays de l'UE en inondant le marché avec des voitures électriques au moins 30 % moins chères que les modèles européens. L'eldorado des investissements étrangers en Chine qui a attiré de nombreux capitalistes, dont de nombreuses entreprises européennes, n'est plus si rentable ou bien est devenu impraticable. Sans hésitation, l'impérialisme américain vient de passer les taxes sur les importations



des voitures électriques chinoises à 100 % ! Mais l'Allemagne et la France se divisent. Les groupes automobiles français se sont cassé les dents sur le marché chinois, mais les groupes automobiles allemands y conservent des positions, même affaiblies, qu'ils ne sont pas prêts à brader. BMW, Mercedes et Volkswagen sont donc opposés à toute mesure protectionniste à l'encontre de la Chine, car ils craignent des mesures de rétorsion. Chaque bourgeoisie européenne est placée dans une attitude schizophrénique vis-à-vis de la Chine. D'un côté, les gouvernements prônent des barrières protectionnistes pour préserver les industries ; de l'autre, ils se livrent à une danse du ventre pour obtenir des investissements chinois. Ainsi, des constructeurs automobiles chinois s'implantent en Hongrie, en Espagne, en Italie, en Pologne ou bien s'allient avec des constructeurs européens comme Stellantis pour produire ou distribuer leurs véhicules...

La chimère du protectionnisme

Peu ou prou, tous les partis bourgeois, suivis par les partis réformistes, se présentant aux élections « européennes » défendent la mise en place de mesures protectionnistes aux frontières de l'Europe, visant essentiellement l'impérialisme chinois. Il faudrait lutter contre la concurrence déloyale générée par le non-respect des normes environnementales, les subventions abusives, le travail forcé des Ouïgours, etc. Les États européens sont moins regardants quand il s'agit pour eux d'exporter des avions de chasse ou bien d'importer des vêtements du Bangladesh ou du Pakistan. Tous les capitalistes des pays européens pratiquent eux-mêmes autant que possible l'exploitation de la main d'oeuvre moins chère, aussi bien dans les pays les plus pauvres d'Europe que dans le monde entier, Chine incluse. Il ne s'agit donc que d'habiller de quelques considérations morales la lutte féroce entre impérialismes. Les partis qui se prétendent socialistes tout en défendant le protectionnisme et la fermeture des frontières aux travailleurs étrangers

au nom de la sauvegarde des emplois, participent à cette mascarade. Ils ne font que se mettre à la remorque de leur propre bourgeoisie, des intérêts de leurs capitalistes nationaux. En réalité, la fragmentation ne fera qu'aggraver les rivalités entre les puissances impérialistes et précipitera la crise économique, voire les affrontements directs. Entrainer le prolétariat dans l'impasse du chauvinisme au lieu de combattre sa propre bourgeoisie amène à la confusion et aux pires illusions.

Le poison du nationalisme et de la xénophobie

Dans cet affrontement interimpérialiste, les puissances européennes sont en perte de vitesse. Une fraction grandissante des bourgeoisies et des petites bourgeoisies européennes voit son salut non seulement dans le protectionnisme mais dans l'exacerbation du nationalisme et dans la surenchère xénophobe.

De nombreux États européens ont édifié des murs à leurs frontières. En février 2024, la commission des libertés civiles du Parlement européen a approuvé l'accord conclu entre les gouvernements pour durcir encore le refoulement des migrants hors des frontières de l'UE. Alors que, d'après Frontex, 353 300 personnes sont entrées illégalement en 2023 dans l'UE qui compte 450 millions d'habitants, celle-ci n'hésite pas à passer des accords avec les autocrates Erdogan en Turquie,

Dbeibah en Libye, Sayed en Tunisie... pour retenir les migrants sur leur sol au mépris de tous leurs droits. La Grande-Bretagne veut envoyer tous les immigrés illégaux au Rwanda. Ainsi, la Commission européenne, les gouvernements britannique, allemand et français injectent le poison de la xénophobie et du racisme et ouvrent la voie aux partis populistes et crypto fascistes qui gouvernent déjà l'Italie et prospèrent ailleurs.

La perspective communiste est internationaliste

Les bourgeoisies impérialistes européennes sont incapables d'unifier l'Europe. Seule la classe ouvrière peut y parvenir. Les communistes internationalistes ne mentent pas au prolétariat en prétendant qu'il serait possible de faire une politique « européenne » conforme aux intérêts de la classe ouvrière en s'emparant de la majorité au Parlement européen. Il faut renverser l'UE capitaliste et, avant tout, les États bourgeois nationaux qui, eux, sont dotés d'un appareil répressif contre le prolétariat.

Une unité économique quelque peu complète de l'Europe, qui serait réalisée par en-haut, à la suite d'une entente entre gouvernements capitalistes, est une utopie. Dans cette voie l'affaire ne peut aller au-delà de compromis partiels et de demi-mesures. Par là même, l'union économique de l'Europe qui est susceptible d'apporter d'énormes avantages au producteur et au consommateur et en général à tout le développement culturel, devient la tâche révolutionnaire du prolétariat européen, dans sa lutte contre le protectionnisme impérialiste et son instrument, le militarisme. (Trotsky, Le Programme de la paix, mai 1917)

Pour l'instant, la crise du mouvement ouvrier international est telle que les héritiers politiques de l'Internationale communiste et de la 4^e Internationale sont incapables de présenter des listes pour les élections au Parlement européen. Faute de liste communiste internationaliste pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, les travailleurs doivent voter seulement pour une organisation qui a sa racine dans la classe ouvrière.

Certes, le sort de l'Europe ne se décidera pas dans les urnes, mais si les organisations communistes en avaient les moyens, comme elles présenteraient des candidats aux élections législatives de leur État, elles auraient fait campagne sur un même programme à l'échelle de toute l'UE pour : Solidarité avec l'Ukraine et la Palestine ! Ouverture des frontières aux migrants et réfugiés ! À bas l'OTAN ! Gouvernement des travailleurs dans chaque pays d'Europe ! États-Unis socialistes d'Europe !

16 mai 2024

Collectif révolution permanente
(Argentine, Autriche, Espagne, France, Turquie)



Les contrefaçons du « trotskysme » et l'Europe

La malédiction de la jeune génération est qu'on a créé sous l'étiquette de marxisme une gigantesque fabrique de falsifications historiques, théoriques et autres. (Trotsky, juillet 1940)

Quand le POI roule pour Mélenchon

Le parti social-patriote au fonctionnement antidémocratique LFI est truffé non seulement de transfuges du PS et du PCF, mais de nombreux renégats de l'ex-LC-LCR et de l'ex-OCI-PCI. Mélenchon avait attiré au départ dans son orbite, outre le résidu mao-stalinien PCOF, les deux variantes françaises pseudo-trotskyistes de l'école grantiste : la GR et Révolution. Ce dernier groupe vient de tourner brutalement sa veste pour se rebaptiser « communiste révolutionnaire ».

Mouvement inverse pour le POI lambertiste. En 2022, le POI a intégré la campagne de Mélenchon à la présidentielle. Le POI apporte un grand local dans Paris, la Libre pensée et un poids syndical non négligeable dans FO et dans une moindre mesure la CGT. Il fournit des troupes zélées quoique vieillissantes pour distribuer les tracts de LFI, coller ses affiches, préparer ses meetings, organiser ses déplacements. Aux législatives de la même année, il est récompensé d'un poste de député (Jérôme Legavre en Seine-Saint-Denis). Son hebdo *Informations ouvrières* pourfend les Ruffin, Autain (ex-PCF), Garrido (ex-PS), Coquerel (ex-LCR), Corbière (ex-PCI) qui tentent de capter l'héritage avant même la retraite du cacique.

De son côté, le POID-PT, lui aussi lambertiste, présente sa liste aux européennes. Contacté par le NPA-R pour un meeting commun avec LO le 1^{er} mai, le POI a refusé. Comme le POI, le PT nie le droit à l'Ukraine de se défendre face à la Russie les armes à la main. La ligne du PT pour les élections est d'ailleurs axée sur cette question. Il faudrait confisquer les milliards destinés à la guerre au profit des services publics. Appliquant lui aussi une symétrie entre Israël et l'Ukraine, le PT se vautre dans un pacifisme complaisant avec Poutine contre « la guerre organisée par le gouvernement Zelensky et l'OTAN ».

LO, un internationalisme... bien national

Comme à son habitude, la direction hardyste de LO a décidé de se présenter seule aux européennes. Elle conçoit une brochure de mars des CLT destinée aux militants (2 mars) et un dépliant de 4 pages pour les électeurs (23 avril). Bien que LO mentionne le mot d'ordre des États-Unis socialistes d'Europe dans la brochure, c'est juste pour que les militants puissent croire que leur organisation est bien « trotskyste » (sa ligne réelle est celle de Kautsky, mais c'est moins prestigieux que se réclamer de Trotsky) et pouvoir répondre aux communistes internationalistes : « Mais si, on en parle ! ». Il n'en est pas question dans le dépliant ou les affiches.

Beaucoup de dénonciations de l'état du monde dans ces deux documents avec comme conclusion systématique que les problèmes de l'humanité ne trouveront de résolution qu'avec le renversement du capitalisme. Sauf qu'il manque à chaque fois un programme, des mots d'ordre transitoires à même d'être repris par la classe ouvrière.

La triste expérience a suffisamment montré les graves inconvénients de la pratique consistant à accompagner une activité réformiste de phrases creuses... (Lénine, 25 décembre 1916)

Par exemple, le dépliant de campagne constate que les salaires sont insuffisants pour vivre dignement. Cependant, pas question pour Arthaud et Mercier d'avancer comme revendication une hausse des salaires immédiate, l'indexation des salaires sur l'inflation, et donc une campagne de front unique qui ne peut qu'être axée sur la préparation de la grève générale pour l'obtenir, les travailleurs devront attendre.

Seule une économie dirigée par les travailleurs permettra de recenser les besoins de la population et de produire en fonction de ces besoins. Alors seulement on pourra vivre dignement. (LO, Dépliant)

Sur le dumping social opéré par les grands groupes capitalistes au sein de l'Europe, idem. Plutôt que d'avancer leur expropriation, LO renvoie la patate chaude, et donc la responsabilité de la situation actuelle aux travailleurs.

Il en sera ainsi tant que les travailleurs ne prendront pas eux-mêmes le contrôle des multinationales. (LO, Dépliant)

Les travailleurs ne peuvent pas évidemment pas « prendre le contrôle des multinationales » dans la seule petite France. Y parvenir passe par la révolution mondiale. Il leur faut donc s'emparer du pouvoir dans les principaux pays avancés. Qu'est-ce qui les a empêchés de le faire jusqu'à présent ?

Le principal obstacle est le caractère opportuniste de la direction du prolétariat. (Trotsky, septembre 1938)

Comment sans la lutte organisée de toute la classe ouvrière, contrôlant son mouvement par l'élection et la centralisation de ses comités de grève, renversant les obstacles dressés par les appareils contrerévolutionnaires des directions syndicales et des partis réformistes ? Mais voilà, pour les chefs de LO, il est hors de question de bousculer celle de la CGT et le PCF.

Le POUM n'a pas pu devenir un parti de masse parce que, pour le devenir, il lui fallait auparavant démolir les autres partis et que cela n'était possible que par une lutte sans compromission. (Trotsky, aout 1940)

L'évocation du parti par la direction de LO ne semble pas lui imposer le construire dès maintenant, pour commencer à empêcher les trahisons des partis ouvriers bourgeois et des bureaucraties syndicales.

N'est pas internationaliste celui qui proclame qu'il est internationaliste, mais celui qui lutte effectivement en internationaliste contre son gouvernement, contre ses sociaux chauvins, contre ses centristes. (Lénine, 25 décembre 1916)

LO se garde bien de rappeler que les communistes ont toujours combattu pour un parti de classe au niveau mondial, une internationale. Il n'en est jamais fait mention dans les deux documents. C'est pour les initiés, pas pour les travailleurs. L'UCI, sa franchise internationale, semble incapable de présenter des listes ailleurs qu'en France. Ni VO en Espagne, l'Internazionale en Italie, le BRA en Allemagne ou LO en Belgique ne semblent en mesure de se présenter. Cet état de fait aurait dû pousser la direction de LO à proposer des alliances à d'autres organisations européennes. Mais elle les dédaigne.

Le NPA-R méprisé par LO

Pour sa part, le NPA-R (dirigé par le courant CR-L'Étincelle issu de LO qui n'a jamais tiré un bilan sérieux du hardysme) tente de faire campagne commune avec Lotta Comunista/Italie. Cette organisation, qui se moque de l'oppression nationale des Ukrainiens et des Palestiniens, met un point d'honneur à ne jamais présenter de candidats. LC décline donc l'offre.

À plusieurs reprises, le NPA-R quémande une alliance à LO qui reste son modèle (« l'implantation » au lieu du programme). D'où le ton de soumission.

Lutte ouvrière est probablement la plus ancienne et la plus sérieuse des organisations révolutionnaires de ce pays. (« Lettre du NPA-R à LO », 19 décembre)

Sans succès. La direction de LO refuse, justifiant de deux manières. Premièrement, en affichant un principe intransigeant : aucune alliance électorale n'aurait de sens.

Il est dans la logique des choses que lorsque deux organisations existent de façon indépendante, elles assument avoir des choses différentes à dire, pas moins durant les élections que dans les journaux, tracts ou affiches qu'elles publient dans leur existence quotidienne. (Lettre de LO au NPA-R, 13 février)

C'est d'autant plus intenable que LO a déjà fait, lors des élections européennes de 1979, liste commune avec l'ex-LCR. Elle a aussi fait liste commune en 1977, lors de municipales, avec feues la LCR et l'OCT, pour con-

trôler la police. LO a fait des listes communes en 1995 avec des partis « réformistes » (PS et PCF au programme bourgeois) et même avec des partis bourgeois (EELV, MRC, PRG), chose impensable pour Marx, Engels, Luxemburg, Lénine et Trotsky.

Contre le NPA-R, LO prétexte aussi d'une divergence. Elle considère toujours la Russie, plus de 30 ans après la restauration du capitalisme, comme un État ouvrier dégénéré et nie le droit du peuple ukrainien à l'autodétermination.

Vous ne faites que reprendre à votre compte l'objectif politique de Zelensky et, surtout, de Biden et Macron ! Vous vous êtes retrouvés dans le même camp que votre propre impérialisme ! (Lettre de LO au NPA-R, 13 février)

Bel effet de manche, mais peu crédible. En effet, une minorité de la bourgeoisie française repousse l'UE et mise sur l'alliance avec la Russie et la Chine. Sinon, d'où sortirait la position du RN, de Reconquête, de DIF, de l'UPF ? Cette fraction de l'impérialisme français est prête à sacrifier l'Ukraine à l'impérialisme russe.

Même quand il restait quelque chose des conquêtes de la révolution d'octobre 1917, la bureaucratie de l'URSS avait tant opprimé l'Ukraine que l'indépendance était devenue légitime.

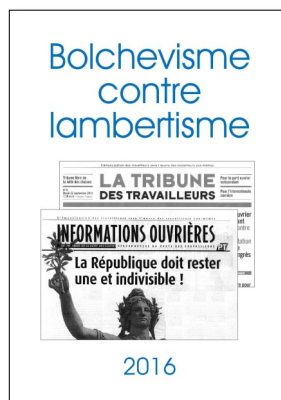
Nous avons affaire à un peuple qui a donné des preuves de sa vitalité... Pour une Ukraine soviétique, ouvrière et paysanne unie, libre et indépendante ! (Trotsky, 22 avril 1939)

Depuis sa fondation par Hardy (un gourou prostalinien qui n'avait jamais appartenu à la 4^e Internationale), VO-LO ratifie la colonisation de la Palestine et défend l'existence d'Israël... comme l'ONU et comme son propre impérialisme (incluant le RN).

Les grandes lignes d'un règlement un peu durable sont connues : l'évacuation des territoires occupés depuis 1947 par Israël et une normalisation progressive des relations avec ses voisins. (Lutte de classe, février 2009)

Devant la rebuffade et la calomnie, le courant CR ne s'offusque pas le moins du monde.

Nous aurions souhaité que la campagne soit commune à différents courants d'extrême gauche et nous nous étions adressés en ce sens à Lutte ouvrière, qui a décliné notre proposition. Nous serons preneurs de toute les aides que pourront y apporter celles et ceux qui se retrouveront dans le programme que nous défendons. (Communiqué du NPA-R, 26 février)



CAHIER RÉVOLUTION COMMUNISTE N° 9

Résigné à se lancer dans la bataille sans LC/Italie et sans LO, le petit appareil du NPA-R formule, lui, quelques revendications (400 euros d'augmentation pour tous, pas de salaire inférieur à 2 000 euros, libre circulation...) et lance bien tardivement une pique inoffensive aux directions syndicales.

Ce sont les luttes et pas les bulletins de vote qui changent la vie, et des luttes que les grévistes eux-mêmes dirigent, sans abandonner leur sort à des bureaucraties syndicales intégrées aux appareils d'État. (Résolution adoptée au CPN du NPA-R, 28 janvier)

Pourtant, lors de la contre-réforme des retraites, le NPA-R a suivi, comme le PCF, LFI, RP, LO et le NPA-AC, l'agenda des « journées d'action » des bureaucraties syndicales, tout en les couvrant à gauche avec les appels à des « grèves reconductibles ». Elle est allée jusqu'à vanter les casserolades grotesques de LFI, pour éviter le combat central pour imposer la grève générale. Un début de lucidité vient tardivement aux chefs du NPA-R, mais pas au point de revenir sur leurs erreurs.

La politique des syndicats dans le mouvement des retraites, qui consistait à montrer à la fois leurs capacités de mobilisation et leur capacité à garder le contrôle et maintenir la contestation dans un cadre de prétendu « dialogue social ». Cette politique, qui a mené à la défaite, a été relayée par les partis de gauche de l'Assemblée (Résolution, 28 janvier)

Comme LO, il mène campagne au nom du « monde du travail », un terme que le PCF et la bureaucratie de la CGT ont repris de l'Église catholique qui l'avait trouvé pour éviter « classe ouvrière ». Pas plus que LO, le NPA-R n'avance dans cette campagne le droit de séparation des minorités nationales en Europe, l'autodéfense des travailleurs, l'armement du peuple, le gouvernement ouvrier, les États-Unis socialistes d'Europe...

Le programme de transition n'est pas le programme minimum réformiste qui n'a jamais comporté la milice ouvrière ou le contrôle ouvrier. (Trotsky, 21 mars 1938)

Comme Arthaud, Quirante enjoint de « reprendre le chemin des luttes » (*Révolutionnaires*, 15 mai 2024). Mais quand le prolétariat a-t-il cessé de lutter ? Comme LO, la direction CR du NPA-R accuse le prolétariat de ne pas vouloir « prendre ses affaires en mains ».

Le programme que nous défendons est un programme de lutte, dont la réalisation ne peut dépendre que de la volonté de millions de travailleurs et de travailleuses à prendre leurs affaires en main. (Éditorial, 25 mars)

Non, ce n'est pas la « volonté de lutter » qui manque. Il manque l'outil pour submerger, minoriser, supplanter les appareils contrerévolutionnaires qui défendent les

intérêts de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. Ce qui manque, c'est le parti ouvrier révolutionnaire qui ne peut se construire, tout en employant la tactique du front unique sur les objectifs immédiats du prolétariat, qu'en menant une lutte implacable contre toutes les trahisons des réformistes, des sociaux-chauvins et des bureaucraties syndicales, comme l'avaient fait Lénine et Trotsky en construisant l'Internationale communiste, Trotsky en lançant la 4^e Internationale.

Tous les traîtres réformistes ont toujours fait porter au prolétariat la responsabilité de leur propre trahison. (Trotsky, février 1938)

En réalité, la direction du NPA R, qui n'a toujours pas tenu de congrès depuis la scission du NPA-AC, poursuit la même politique que LO, RP et l'autre NPA, camouflant l'intégration aux appareils syndicaux CGT, SUD et FSU par une phraséologie radicale destinée aux jeunes recrues pressées comme des citrons.

Le NPA-AC éconduit par LFI

Il fut un temps où le NPA s'entendait pour faire liste commune aux municipales à Bordeaux avec LFI et des Gilets jaunes. Enthousiasmés par l'expérience, Sabado, Besancenot, Vachetta et Poutou ont tenté de la généraliser, quitte à briser leur propre parti.

Le programme de la NUPES représente pour nous une avancée par rapport aux politiques menées par la gauche sociale-libérale de Hollande... Nous sommes donc d'accord pour défendre le programme de la NUPES. (Lettre ouverte du NPA-AC à LFI, 4 janvier)

Hélas pour eux, les scissionnistes du NPA ont été éconduits. Là aussi, l'Ukraine a servi à LFI de justification. Le NPA-AC pabliste étant tout aussi masochiste envers LFI que le NPA-R envers LO, il appelle tout de même à voter pour la liste LFI-REV.

Ainsi nous pensons que, malgré ses limites et les désaccords que nous pouvons avoir avec celle-ci, un score élevé pour la liste serait une bonne chose. (Tract hebdo, 26 mars)

Le courant ARC du NPA-AC veut lui aussi « renforcer le bloc de la gauche antilibérale contre le bloc de la gauche libérale » car il y aurait un bon réformisme et un mauvais réformisme. L'ARC s'engage à ne pas utiliser « un vocabulaire aussi belliqueux que celui de Lénine » (30 septembre 2023). Voilà qui est plus franc que les minibureaucraties de LO, des NPA, de RP, du PT et du POI !

Dans la société capitaliste, dès que s'aggrave la lutte des classes, il n'y a pas de milieu entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. (Lénine, 4 mars 1919)

16 mai 2024

Portugal : les élections législatives du 10 mars

Voici 50 ans, en 1974, le Portugal a connu une révolution menée par les soldats, les ouvriers, les employés, les étudiants, les paysans travailleurs que l'état-major de l'armée, l'Union européenne, le Partido Comunista Português (Parti communiste portugais, PCP) et le Partido Socialista (Parti socialiste, PS) ont réussi à étouffer au prix de concessions sociales et politiques. Par conséquent, la bourgeoisie a repris les rênes en 1976. Le Portugal a intégré l'UE capitaliste au lieu de commencer la révolution socialiste européenne.

Sa bourgeoisie bénéficie de faibles couts salariaux, d'une rente touristique mais elle est pénalisée par la petite taille de l'État (10 millions d'habitants), sa situation géographique à la périphérie de l'Union européenne, des infrastructures qui restent insuffisantes (même si elle mise sur les énergies renouvelables) et une base industrielle limitée. La croissance ralentit à 1,4 % sur un an. L'inflation est retombée à 2,3 % sur un an. Le taux de chômage est actuellement de 6,1 % de la population active. Le taux de surpeuplement des logements est passé de 9,4 % en 2022 à 12,9 % en 2023.

Un des résultats de la révolution de 1974-1975 est la conquête des libertés démocratiques, même si la constitution de 1976 est plus présidentielle que parlementaire. Il n'y a qu'une chambre, l'Assemblée de la république.

Des élections anticipées

Des élections pour désigner les 230 députés se sont tenues le 10 mars. Elles ont mis fin à 8 ans de gouvernement du PS. Elles étaient prévues en mars 2026, mais le président de la république Rebelo de Sousa, membre du Partido Social Democrata (PSD qui, malgré son nom, est un parti étranger au mouvement ouvrier) les a convoquées de manière anticipée grâce aux affaires qui ont éclaboussé le gouvernement dépourvu de majorité absolue à l'Assemblée et conduit à la démission du premier ministre Antonio Costa.

Le scandale le plus marquant concerne la compagnie aérienne publique TAP, impliquant une dizaine de ministres et secrétaires d'État, tous membres du PS. Costa a présenté sa démission au président après l'annonce de l'inculpation de son chef de cabinet et de l'un de ses ministres, ainsi que d'une perquisition dans sa résidence officielle. L'enquête porte sur l'attribution de concessions pour la prospection de lithium dans le nord du pays, un mégaprojet de production d'énergie à partir d'hydrogène et un projet de construction d'un centre de données de la société Start Campus. Les ministères de l'environnement et des infrastructures ont aussi fait l'objet de perquisitions.

Outre le chef de cabinet Vitor Escaria, le ministre des infrastructures Joao Galamba a été inculpé, de même que le président de l'Agence portugaise de l'environnement. Les inculpés sont non seulement soupçonnés d'avoir aidé à débloquer des projets, mais aussi d'avoir touché des pots de vin. Le dirigeant du principal parti bourgeois, Luis Montenegro (PSD) est lui aussi visé par une enquête concernant les avantages fiscaux dont il a bénéficié lors de la construction d'une luxueuse villa à Espinho.

Au-delà des affaires, la popularité du premier ministre Costa n'avait cessé de dégringoler, à cause de la déception des masses populaires. Le gouvernement PS n'a même pas aboli la loi PSD de 2015 qui restreignait l'avortement. Face à l'inflation, à la précarisation de l'emploi, à la hausse des loyers, la classe ouvrière a essayé de se défendre : les grèves ont été nombreuses et massives dans presque tous les secteurs. Comme en France, en Grande-Bretagne, en Italie, en Argentine..., les bureaucraties syndicales les ont fourvoyées dans des journées d'action impuissantes. Par conséquent, il y a eu des ruptures dans tous les syndicats, la CGTP (liée au PCP) comme l'UGT (liée au PS). Mais le STOP qui syndique tous les personnels enseignants a aussi participé aux grèves perlées. En 2015, le Bloc des gauches BE et la coalition PCP-PEV ont soutenu la formation du gouvernement alors que le PS était minoritaire au parlement. Le Bloco de Esquerda (Bloc de gauche, BE) et le PCP ont appuyé les journées d'action qui ont protégé le gouvernement et le capitalisme portugais.

L'inquiétant succès du parti fascisant

Habituellement, la participation aux législatives est médiocre (58 % en 2022), mais cette année, plus de 66 % des inscrits se sont rendus aux urnes. Le principal parti réformiste PS a subi une défaite électorale, passant derrière la coalition formée autour du principal parti bourgeois, le PSD.

- Aliança Democrática (Alliance démocratique, AD) qui regroupe le PSD, le Partido do Centro Democrático Social-Partido Popular (CDS-PP) et le Partido Popular Monárquico (Parti populaire monarchiste, PPM) a obtenu 29,52 % des voix et 80 des 230 sièges du Parlement, soit un gain de 8 sièges.
- Le PS a obtenu 28,63 % des suffrages, 76 sièges, soit 44 de moins qu'en 2022. Il a perdu 545 722 électeurs, soit un quart de ses voix.
- Chega (Assez, CH), un parti bourgeois fascisant, a réalisé la percée qu'avaient annoncée les son-

dages en obtenant 18,6 % des voix, il passe ainsi de 12 à 50 sièges.

- Iniciativa Liberal (Initiative libérale, IL), un parti bourgeois, avec 5,08 %, conserve ses 8 sièges.
- Le Bloco de Esquerda (Bloc de gauche, BE) qui regroupe des débris du stalino-maoïsme et des révisionnistes du trotskysme, avec 4,46 %, conserve 5 députés.
- La Coligação Democrática Unitária (Coalition démocratique unitaire, PCP-PEV) qui comprend le PCP et un petit parti bourgeois, le Partido Ecologista Os Verdes (PEV), obtient 3,3 % des voix et perd 2 sièges, passant de 6 à 4 élus.

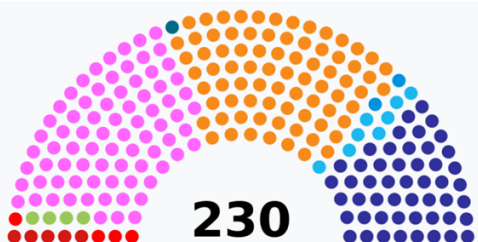
La coalition bourgeoisie traditionnelle et le principal parti réformiste ont multiplié les gages à la classe dominante. L'AD de Luis Montenegro a promis de baisser la fiscalité des entreprises, de réaliser la privation des services publics, notamment dans la santé et l'éducation. Le PS de Pedro Nuno Santos a fait de l'équilibre budgétaire l'axe de sa campagne. Il se vante d'ailleurs d'avoir laissé un budget en excédent de 1,3 %.

Chega a fait campagne pour « *nettoyer le Portugal* » de la corruption et des « *élites qui s'en mettent plein les poches* », le gouvernement PS lui ayant facilité les choses. Il a été fondé en 2019 par André Ventura, un ancien séminariste qui s'est fait connaître à la télévision et dans la presse de caniveau. Il a été membre du PSD avant d'affirmer des positions encore plus réactionnaires. S'il ne prétend plus interdire l'avortement, il avait, lors d'une convention de son parti en 2020, laissé passer une motion prônant le retrait des ovaires aux femmes qui avortent. Il est pour « *la dépolitisation* » de l'école publique accusée de transmettre des « *idées subversives* ». Son slogan « *Dieu, famille, patrie et travail* » reprend celui de la dictature fasciste de Salazar auquel il fait fréquemment référence de façon voilée. Ventura cible systématiquement les Gitans « *qui ne vivent que des aides de l'État* ». Chega exècre la révolution de 1974-75. Il y a 2 ans, à l'Assemblée, ses 12 députés ont quitté la salle lorsque l'hémicycle a entonné l'hymne de 1974. Au niveau européen, il siège avec le groupe Identité et démocratie (ID) en compagnie du RN, de l'AFD et d'autres partis fascistes. Comme le RN, il accueille dans ses rangs des monarchistes et des fascistes.

Un gouvernement PSD-CDS minoritaire

Fort de ses 50 députés CH, Ventura s'est déclaré « disponible » pour former un gouvernement avec Montenegro qui, pour l'instant, s'y refuse. Sans majorité au parlement, l'Alliance démocratique devra négocier en permanence.

La première étape institutionnelle, le 26 mars, a été d'élire le président de l'Assemblée. Il a fallu 3 tours de scrutin, mais finalement, grâce au PS, la présidence est revenue au candidat du PSD, José Pedro Aguiar-Branco.



Liste	Voix	%	+/-	Sièges	+/-
Parti social-démocrate (PPD/PSD)	1 814 002	29,28	▼ 1,30	75	▲ 1
CDS – Parti populaire (CDS-PP)				2	▲ 2
Madère d'abord (PPD/PSD.CDS-PP) ^c	52 989	0,86	▼ 0,07	3 ^d	▶
Parti populaire monarchiste (PPM) ^e	451	0,01	▲ 0,01	0	▶
Total Alliance démocratique (PPD/PSD.CDS-PP.PPM)	1 867 442	30,15	▼ 1,36	80	▲ 3
Parti socialiste (PS)	1 812 443	29,26	▼ 13,24	78	▼ 42
Chega (CH)	1 169 781	18,88	▲ 11,50	50	▲ 38
Initiative libérale (IL)	319 877	5,16	▲ 0,11	8	▶
Bloc de gauche (BE)	282 314	4,56	▲ 0,04	5	▶
Coalition démocratique unitaire (PCP-PEV)	205 551	3,32	▼ 1,09	4	▼ 2
LIBRE (L)	204 875	3,31	▲ 2,00	4	▲ 3
Personnes–Animaux–Nature (PAN)	126 125	2,04	▲ 0,41	1	▶
Alternative démocratique nationale (ADN)	102 134	1,65	▲ 1,45	0	▶

WIKIPÉDIA

En échange, le PS a obtenu que ce soit une présidence tournante, qui devrait lui revenir dans 2 ans.

Ensuite, le 2 avril l'AD a mis en place un gouvernement resserré de 17 membres, sans Chega, avec des personnalités peu marquées politiquement : un professeur d'économie aux finances, une présidente d'hôpital à la santé, une ancienne directrice de musée à la culture. Mais la défense est attribuée au CDS et le premier ministre est évidemment Luis Montenegro du PSD.

Le 10 avril, à l'Assemblée, le gouvernement PSD-CDS a présenté son programme. Il a fait quelques concessions aux policiers, mais aussi aux enseignants et soignants qui se heurtaient à la politique d'austérité de son prédécesseur. La principale annonce était de baisser en 2024 l'IRS (l'impôt sur le revenu de personnes physique) de 1,5 milliard d'euros. En fait, 88 % de cette mesure étaient déjà pris par le gouvernement précédent. Par contre, il est revenu sur l'annulation par Costa (PS) des avantages fiscaux qui attirent les retraités étrangers mais font monter le prix du logement.

Les utopistes qui prétendent améliorer le capitalisme

Le PS a rejeté toute unité avec le PCP et le BE contre le plan réactionnaire de Montenegro. Les chefs réformistes prétendent que le PSD est un moindre mal par rapport à CH.

Il s'agit d'exercer une opposition responsable face à l'anarchie et au chaos de Chega, argumente le député du PS Francisco Cesar. (Les Échos, 2 avril 2024)

Le soutien à peine camouflé du PS au PSD alimente au contraire la démagogie du parti fascisant.

Le vote à l'Assemblée a eu lieu le 12. Le PCP a refusé de soumettre en commun avec BE une motion de rejet du programme de gouvernement (l'équivalent de la motion de censure dans la 5^e République). Il y a donc eu



26 MARS, À L'ASSEMBLÉE, VENTURA ET MONTENEGRO SE CONGRATULENT

deux textes séparés, rejetés tous deux avec exactement les mêmes votes.

Le PCP tente de détourner vers l'Union européenne le mécontentement grandissant contre la bourgeoisie portugaise.

Pour l'affirmation du caractère décisif de la souveraineté nationale, la défense des intérêts nationaux, contre les décisions néfastes de l'UE. (CC du PCP, Communiqué, 14 avril 2024)

Comme son ennemi juré le PS, sa ligne s'oppose au renversement du capitalisme et à la dictature du prolétariat. Comme tout parti ouvrier bourgeois, les staliniens défrôqués sèment l'illusion que l'État bourgeois est neutre, qu'il doit être préservé de l'influence de la classe capitaliste.

Contre la promiscuité entre pouvoir économique et pouvoir politique qui alimente la corruption. (CC du PCP, Communiqué, 14 avril 2024)

Ainsi est justifiée la subordination du prolétariat à un secteur de la bourgeoisie « progressiste » ou « de gauche », comme en 1974-1976 avec la hiérarchie militaire ou, aujourd'hui, avec la principale organisation écologiste, le PEV.

La ligne du BE est tout autant réformiste, ne se distinguant du PCP que par une sensibilité plus grande à l'oppression des minorités sexuelles.

Face à la montée de l'extrême droite et à l'annonce d'un gouvernement radicalisé à droite, la gauche a une double mission : organiser la lutte contre le nouveau gouvernement et présenter une alternative crédible. La mobilisation populaire face à l'agenda conservateur doit se faire dans la rue, en s'appuyant sur la force des mouvements LGBTQI+, féministes et antiracistes et en se lançant dans la contestation de l'idéologie dominante, sur les réseaux sociaux et dans les écoles, actuellement sous forte influence de l'extrême droite et des ultralibéraux. Les espaces de rencontre et de convergence seront essentiels pour construire une politique unitaire qui offre au pays l'espoir d'un gouvernement alternatif. (Adriano Campos, Inprecor, 10 avril 2024)

Le Bloco dissout les classes sociales. Conformément à « l'idéologie dominante » qu'il prétend combattre, il la remplace par de fausses oppositions (droite/gauche, libéralisme/antilibéralisme, etc.).

Les dénominations politiques sont à remplacer par des dénominations de classe. (Lénine, « Trois crises », 7 juillet 1917, Oeuvres t. 25, p. 184)

La révolution socialiste est remplacée par de vagues « alternative crédible » et « gouvernement alternatif ». Sans risque d'être démasquées et combattues par le BE, les bureaucraties syndicales divisent de nouveau les travailleurs et enchainent les « journées d'action » impuissantes.

Pour un gouvernement ouvrier et paysan

L'avant-garde du Portugal doit se rassembler pour construire un parti qui soit dévoué au prolétariat, un parti ouvrier révolutionnaire sur la base d'un programme de lutte de classe du type :

Rupture avec tous les partis bourgeois !

Soutien au peuple palestinien !!

Une seule centrale syndicale démocratique avec droit de tendance !

Front unique contre le gouvernement PSD-CDS et contre le parti fascisant CH !

Rattrapage du pouvoir d'achat perdu et échelle mobile des salaires et des pensions !

Interdiction des licenciements, baisse du temps de travail et recrutement sur la base du contrôle des travailleuses et travailleurs sur les entreprises !

Égalité salariale entre les hommes et les femmes !

Confiscation des logements actuellement aux mains des groupes capitalistes et construction de logements de qualité et bon marché !

Gratuité de la contraception et de l'avortement !

Séparation complète de l'Église catholique et de l'État !

Gratuité de l'enseignement et de la santé !

Impôt progressif sur le revenu et suppression des impôts sur la consommation des masses populaires !

Expropriation des grandes propriétés foncières de l'agriculture, des groupes immobiliers et des grandes entreprises capitalistes !

Suppression des corps de répression professionnels et armement du peuple !

Gouvernement ouvrier et paysan reposant sur des conseils de travailleurs !

Fédération socialiste ibérique, États-Unis socialistes d'Europe !...

17 mai 2024

La grève générale (5) : 1920, Allemagne, France

Votez Mélenchon et vous aurez la retraite à 60 ans. Pas besoin de faire des grèves qui vous coutent cher ou qui sont dangereuses. (Jean-Luc Mélenchon, LFI, 20 mars 2022)

La grève générale, c'est dangereux. (Anasse Kazib au forum de RP, Presles, 29 mai 2022)

La grève générale, comme le sait tout marxiste, est un des moyens de lutte les plus révolutionnaires. (Lev Trotsky, 28 mars 1935)

En 1920, même si la Garde blanche, appuyée par l'armée impérialiste allemande, a écrasé en Finlande la révolution prolétarienne en avril 1918, même si une insurrection prématurée du Parti communiste allemand (KPD, section de l'Internationale communiste) a été réprimée sauvagement en janvier 1919 par le gouvernement SPD-USPD et l'état-major, même si l'armée de la Roumanie capitaliste alliée à l'armée impérialiste française a mis fin à la révolution hongroise en août 1919 [voir *Cahier révolution communiste* n° 27], l'Europe capitaliste n'est pas encore stabilisée.

La situation est de nouveau révolutionnaire en Allemagne et elle le devient en Italie. La grève générale est au cœur des affrontements entre les deux classes fondamentales des sociétés capitalistes, dans ces deux pays et en France.

Mars 1920 : la grève générale bloque un coup d'État militaire en Allemagne

En Allemagne, l'Assemblée nationale constituante remplace en février 1919 le gouvernement SPD-USPD par un gouvernement du chancelier Braun du SPD avec deux partis bourgeois, le catholique Zentrum DZP et le libéral DDP. Ce gouvernement de collaboration de classe est contraint d'accepter le traité de Versailles aux conditions des États impérialistes de l'Entente, dont la France.

La signature en juin 1919 tend les rapports entre le SPD et l'état-major de la Reichswehr, hier réunis contre la révolution, car le traité entérine la perte des colonies africaines, ampute à l'ouest et à l'est, prévoit l'occupation temporaire de la Rhénanie, la réduction des effectifs militaires et de l'armement, le jugement de criminels de guerre (uniquement allemands, bien sûr).

Les partis bourgeois comptent se débarrasser pacifiquement du SPD mais une aile de l'armée (menée par le général von Lüttwitz, le capitaine Ehrhardt, le général Ludendorff) est exaspérée. Elle déclenche le 13 mars 1920 un coup d'État. Les généraux loyalistes refusent d'affronter leurs collègues putschistes et de diviser l'ar-

mée. Par conséquent, le gouvernement SPD-DZP-DDP fuit à Stuttgart tandis que la junte hisse le drapeau impérial à Berlin et proclame un gouvernement avec à sa tête Kapp, du Aldeutscher Verband (Ligue pangermaniste, un parti fasciste).

Face à l'impuissance du gouvernement et de la direction du SPD, Legien, le chef la principale centrale syndicale des ouvriers (ADGB, 8 millions de syndiqués) comprend que la victoire des putschistes signifierait la destruction de l'appareil syndical et du SPD. Cette crainte sera vérifiée lorsque le parti fasciste prendra le pouvoir en 1933. La direction de l'ADGB cède à la pression de la base et appelle à la grève générale le 13 mars. L'AfA, qui syndique les employés, s'y associe. Les travailleurs se saisissent de l'appel des organisations syndicales.

Pendant que le gouvernement prend la fuite, la résistance s'organise pourtant. Dès le matin [13 mars], Legien réunit la commission générale des syndicats : à 11 heures, celle-ci lance le mot d'ordre de grève générale. De son côté, Wels, un des rares dirigeants sociaux-démocrates [SPD] à être resté sur place, fait rédiger et imprimer une affiche, qu'il fait suivre des signatures des ministres sociaux-démocrates -qu'il n'a évidemment pas consultés- et qui appelle à la grève générale sur le thème de l'union contre la contre-révolution et pour la défense de la république. Le Parti social-démocrate indépendant [USPD] appelle





BERLIN, MARS 1920, MANIFESTATION DES OUVRIERS ET EMPLOYÉS CONTRE LE PUTSCH

aussi les ouvriers à la grève générale « pour la liberté, pour le socialisme révolutionnaire, contre la dictature militaire et le rétablissement de la monarchie ». (Pierre Broué, *La Révolution allemande*, Minuit, 1971, p. 342)

Les chefs de la FAUD anarchiste soutiennent la grève générale tout en préconisant stupidement... la non-violence. Le comité central du KPD, dans un premier temps, refuse d'y appeler, suscitant la colère du secrétaire général Levi alors emprisonné. Dans un second temps, tout en y appelant, il n'organise pas l'autodéfense des travailleurs.

Leur désapprobation du coup d'État sert de terrain de développement à une sorte de quiétisme ; de l'impossibilité de conquérir le pouvoir politique en Allemagne ; ils ont conclu en mars 1920 à l'impossibilité d'une manifestation révolutionnaire en général, conclusion qui, au moment de l'aventure de Kapp, était non seulement inexacte, mais objectivement préjudiciable au mouvement révolutionnaire. (Karl Radek, « Le Parti communiste allemand pendant l'aventure de Kapp », juillet 1920, *Bulletin communiste* n° 44)

Sur le terrain, la plupart des responsables du KPD réalisent l'unité avec le SPD et l'USPD. Une partie du pays est paralysé dès le 14 mars.

Les ouvriers de l'Allemagne centrale, qui constituaient avant la guerre la composante la plus arriérée, s'élançaient dans la bataille sans se demander si la lutte leur apporterait la victoire, alors les ouvriers de Berlin ou de la Saxe, ayant réussi à acquérir de l'expérience à l'époque des combats révolutionnaires [de 1918-1919] sont devenus plus prudents. (Lev Trotsky, « Rapport au 3^e congrès de l'Internationale communiste sur la situation mondiale », 23 juin 1921, *Nouvelle étape*, Librairie de l'Humanité, 1922, p. 66)

Les travailleurs s'arment et affrontent partout, courageusement et souvent efficacement, les corps francs et les troupes putschistes de la Reichswehr. Des conscrits rompent avec les officiers mutins. La grande bourgeois-

sie, redoutant la révolution qui s'amorce, abandonne alors Lüttwitz et Kapp.

Le directeur de la Reichsbank refuse de payer les dix millions de marks que lui réclame Kapp. Le 16 mars, à 15 heures, celui-ci donne l'ordre « de fusiller les meneurs et les ouvriers des piquets de grève à partir de 16 heures ». Cette fois, c'est le grand patronat lui-même qui s'émeut devant une mesure qui risque de déclencher la guerre civile ; à la tête d'une délégation, Ernst von Borsig en personne [capitaliste prussien qui finançait les corps francs et qui financera le NSDAP de Hitler] assure à Kapp qu'il faut renoncer à la force : « L'unanimité est si grande au sein de la classe ouvrière qu'il est impossible de distinguer les meneurs des millions d'ouvriers qui ont cessé le travail ». Les ouvriers de la Ruhr ont repris Dortmund à 6 heures du matin. Dans la nuit du 16 au 17, un régiment de pionniers se mutine à Berlin même, emprisonne ses officiers. Si les putschistes s'obstinent, la guerre civile est inévitable et la victoire ouvrière probable... Le 17 mars, Kapp, qui a pris conscience de sa défaite, choisit la fuite. Pressé par des officiers plus politiques que lui de mettre fin à l'aventure, le général von Lüttwitz l'imite à quelques heures de distance. (Pierre Broué, p. 347)

Les travailleurs l'emportent contre les généraux putschistes. Méfiants envers l'ancien gouvernement, ils poursuivent la grève et gardent les armes.

Tous les partis ouvriers, de celui qui avait soutenu la guerre du Kaiser (SPD) au jeune parti révolutionnaire (KPD) en passant par le parti intermédiaire, centriste (USDP), sont divisés sur la conduite à suivre. La base du SPD vient d'agir aux côtés de ses camarades de l'USPD et du KPD. Une bonne partie de l'USPD se tourne, en vain, vers le KPD pour chercher une solution politique. Le 18 mars, le vieux bureaucrate Liegen envisage un « gouvernement ouvrier », c'est-à-dire sans ministre des partis bourgeois. Le 19 mars, la direction du SPD fait de vagues promesses. Le 20 mars, les directions syndicales de l'ADGB et de l'AfA se prononcent pour la fin de la grève. Le 22 mars, le SPD forme un nouveau gouvernement SPD-DZP-DDP en changeant le chancelier (Müller au lieu de Braun). L'ADGB, l'AfA, le SPD et l'USPD appellent ensemble à reprendre le travail. Le 4 avril, l'aile gauchiste du KPD forme le KAPD crypto-anarchiste (30 000 membres).

La première tâche du gouvernement de coalition SPD-DZP-DDP est de mettre au pas la classe ouvrière de la Ruhr qui est toujours en grève et qui reste armée. Profitant de la confusion de l'USPD et du KPD, de l'isolement de la Ruhr, Müller confie à l'armée, aux ordres du général von Watter, le soin de rétablir l'ordre et d'écraser les travailleurs. Liegen ne lève pas le petit

doigt. 2 000 travailleurs (inorganisés, USPD, KPD, KAPD) sont assassinés par l'armée.

Le 5 avril, les troupes de von Watter se mettent en marche. Elles ne rencontrent qu'une résistance sporadique, le chaos et la discorde entre dirigeants paralysant toute velléité de coordination de la défense... Bientôt les tribunaux militaires vont frapper de lourdes peines de prison les militants ouvriers accusés de crimes ou de délits de droit commun, en réalité mesures de réquisition ou de combat. Un mois après l'écrasement du putsch par la grève générale, les complices des putschistes prennent dans la Ruhr une bonne revanche. (Pierre Broué, p. 364)

L'aile fasciste de la bourgeoisie allemande va chercher désormais un appui dans les masses et le trouvera quand la crise économique capitaliste mondiale de 1929 touchera de plein fouet non seulement le prolétariat mais la petite bourgeoisie (paysans, commerçants, cadres...). Le front unique ouvrier qui réalise la grève générale et l'armement en mars 1920 montre la voie pour résister à la violence réactionnaire et pour aller à la révolution sociale [voir Trotsky, *Contre le fascisme*, Syllepse, 2015].

Avril-mai 1920 : la bureaucratie syndicale sabote la grève générale en France

La vague révolutionnaire d'après-guerre est plus faible en France, qui se trouve dans le camp des vainqueurs et qui conserve son empire colonial.

*En France, après la démobilisation, la situation devient tendue, mais l'illusion de la victoire et l'espoir de ses fruits d'or sont encore trop puissants. (Lev Trotsky, « Rapport au 5^e congrès de l'Internationale communiste sur la situation mondiale », 23 juin 1921, *Nouvelle étape*, Librairie de l'Humanité, 1922, p. 11)*

Cependant, des soldats de la marine de guerre se mutinent en avril 1919 quand Clémenceau (Parti radical) envoie la flotte en appui aux armées blanches contre la révolution russe. Une forte opposition restée syndicaliste révolutionnaire (dont Monmousseau, qui n'a pas encore rejoint le Parti communiste) s'oppose à la direction fédérale « réformiste » liée à la bureaucratie confédérale incarnée par Jouhaux. Contre la poussée révolutionnaire, les syndicats chrétiens, fomentés par l'Église catholique contre l'AIT (1^{re} Internationale) et contre la CGT, se fédèrent en CFTC en novembre 1919. Les cheminots mènent une grève de masse du 1^{er} au 29 mai 1919. Des mouvements de grève se produisent au printemps 1920 dans les banques, les grands magasins, les ports, le bâtiment et, de nouveau, les chemins de fer.



LA BUREAUCRATIE DE LA CGT ISOLE LES CHEMINOTS ET EMPÊCHE LA GRÈVE GÉNÉRALE PAR DES MOUVEMENTS TOURNANTS / L'HUMANITÉ, 5 MAI

Le dense réseau ferroviaire, alors le principal moyen de transport de marchandises et de déplacement des personnes, est partagé entre plusieurs entreprises : PLM, Réseau de l'État, Compagnie du Nord, Compagnie de l'Est, Compagnie du Midi... [voir *Révolution communiste* n° 29]. En 1917, les syndicats des différentes entreprises se rassemblent dans la Fédération nationale des travailleurs des chemins de fer de France, des colonies et des pays de protectorat, affiliée à la CGT.

Le 23 février, une grève éclate au PLM à la suite d'une sanction à l'encontre d'un syndicaliste. La compagnie licencie 500 grévistes. La fédération de la CGT riposte par la grève générale du secteur.

*À l'appel de grève générale, tous les réseaux, à l'exception de celui du Nord, ont répondu. Au bout de quelques jours, l'arrêt du travail est presque complet sur toutes les lignes... (Édouard Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier*, t. 2, Colin, 1948, p. 215)*

À la tête du gouvernement du Bloc national, Alexandre Millerand (exclu du PS-SFIO en 1904) veut mettre fin au conflit qui paralyse le pays en misant sur la bureaucratie syndicale qui contrôle la CGT.

M. Millerand offre sa médiation. La fédération des cheminots et les compagnies l'acceptent. Le 1^{er} mars, l'accord est signé. Quelles étaient les conditions de l'arbitrage ? La détermination rapide des échelles de salaires, la promesse de fixer le statut des délégués syndicaux. Enfin et surtout, la grève n'entraînera pas de révocations. L'ordre de reprise du travail est lancé. (Édouard Dolléans, p. 215)

Le 18 avril, les patrons s'accordent pour généraliser le « statut », l'emploi à vie qui permet aussi de diminuer la mobilité des travailleurs qualifiés à la recherche d'une augmentation de salaire dans une compagnie concurrente.



GRÉVISTES DE LA COMPAGNIE PARIS-ORLÉANS, MAI 1920

Au congrès de la fédération, du 22 au 25 avril, l'ancienne direction est désavouée, d'autant que les patrons refusent de lever toutes les sanctions. Millerand refuse de se prononcer. Le congrès appelle à reprendre la grève illimitée sur l'ensemble des chemins de fer.

Le congrès décide donc la grève immédiate et pose comme revendications : la nationalisation des chemins de fer, la réintégration des cheminots, l'abandon des poursuites judiciaires et la reconnaissance du droit syndical. (Édouard Dolléans, p. 217)

La nouvelle direction fédérale animée par Monmousseau, au lieu de consolider sa position et de sonder les masses, décide de déclencher une série de grèves en s'appuyant sur la confédération.

La décision des cheminots est un appel au concours de l'administration confédérale. Les rédacteurs de l'ordre du jour espèrent pouvoir ainsi entraîner les grandes organisations syndicales, « déclencher les vagues successives d'assaut »... La CGT entend se réserver la direction du mouvement ainsi que ses conclusions... La fédération des cheminots et la CGT réalisent l'accord sur la tactique de la grève, la tactique des vagues successives : mineurs, marins, dockers doivent entrer dans la lutte afin de paralyser la vie économique. (Édouard Dolléans, p. 217-218)

La grève est moins suivie qu'en février dans les chemins de fer, en particulier à Paris, dans le Nord et l'Est tandis que, contre la grève générale, la direction confédérale disperse la lutte des quelques secteurs combattifs.

Quelle est cette nouvelle forme de lutte acceptée en partie par Monmousseau ? L'action par vagues d'assaut ! Ainsi la CGT établit un plan consistant à lancer dans la lutte selon les circonstances et les besoins : le 3 mai les mineurs, les inscrits maritimes et dockers, le 10 les métaux, le bâtiment, les moyens de transport et le 16 les postiers, le métro. Mais, ainsi émietlée, présentée par morceaux aux forces de répression prêtes à la riposte, la classe ouvrière ne pourra mener loin son combat. Dès le

3 mai, le gouvernement et les Compagnies de chemin de fer appliquent leur plan longuement et minutieusement préparé ; la perquisition habituelle au nouveau siège de la Fédération des cheminots prélude à l'arrestation de 400 militants inculpés de complot contre la sûreté de l'État. (Joseph Jacquet, *Les Cheminots dans l'histoire sociale de la France*, 1967, Fédération des cheminots CGT, p. 88)

La bureaucratie syndicale se garde bien d'appeler les autres branches à rejoindre la lutte. Au contraire, elle leur conseille de ne pas cesser le travail avec des arguments jésuitiques.

Cette tactique rendait indispensable la continuation du travail par les autres corporations pour deux raisons : la première était la nécessité de fournir des ressources aux camarades qui menaient la grève au nom de tous ; quant aux autres corporations, elles avaient pour rôle de compléter ce vide en consommant ; elles devaient continuer à travailler. Leur travail devait donc avoir pour effet de diminuer les stocks constitués. Par-là, ces corporations devaient participer à la pression exercée sur le patronat et le gouvernement. (*Compte-rendu des travaux. 15^e Congrès confédéral*, CGT, 1920, p. 38-39)

Liée en temps de paix comme en temps de guerre à sa bourgeoisie, la direction confédérale veut empêcher la paralysie du capitalisme national et éviter une crise révolutionnaire.

La direction de la CGT avec Jouhaux et Dumoulin lance toute une série de grèves « tournantes » dont le résultat le plus clair est de faire battre sans résultat chaque profession l'une après l'autre. (André Barjonnet, *La CGT*, 1968, Seuil, p. 24)

Les patrons s'appuient sur les cadres pour briser la grève et licencient 18 000 grévistes. Le gouvernement réprime et invente un complot de l'étranger (la Russie des soviets). Il menace la confédération du même sort.

Le 19 mai, la direction confédérale appelle à la reprise. Elle attribue l'échec du mouvement à l'insuffisante mobilisation des travailleurs, dont ceux du rail.

La situation était nettement défavorable, même en ce qui concerne les cheminots dont deux grands réseaux ne participaient pas à la grève et dont les autres ne comptaient que 50 % de grévistes. (*Compte-rendu des travaux 15^e Congrès confédéral*, CGT, 1920, p. 43)

Le 28 mai, la fédération elle-même appelle à cesser la grève.

La tentative de grève générale du mois de mai 1920 présente l'exemple classique d'un appel à une action de masse qui n'est pas du tout préparé... L'idée de cette grève a été « soutenue », d'une façon traîtresse, par les syndicalistes réformistes. Leur but était de ne

pas laisser échapper le mouvement de leurs mains et de lui tordre d'autant plus facilement le cou... Cependant, de leur côté, les syndicalistes révolutionnaires et les communistes n'ont nullement préparé le mouvement... Le résultat : une minorité peu importante seule est entrée en mouvement, les collaborationnistes ont empêché le développement de la grève. (Lev Trotsky, « Une école de stratégie révolutionnaire », juillet 1921, *Nouvelle étape*, Librairie de l'Humanité, 1922, p. 122-123)

Du 7 au 9 septembre, un congrès extraordinaire de la fédération du rail rejette le bilan de la direction « syndicaliste-révolutionnaire » (dont les membres sont pour la plupart emprisonnés ou clandestins) et restitue la direction à la bureaucratie réformiste. Du 27 septembre au 2 octobre, Jouhaux justifie sa tactique au congrès confédéral. Il plaide pour la présence de la CGT, dans le cadre de la SdN (renommée ONU après 1945), à la conférence internationale du travail de Washington. Celle-ci met en place l'Organisation internationale du travail (OIT où siègera Jouhaux après la 2^e guerre mondiale, Blondel ou Thibault au début du 21^e siècle). À l'échelle nationale, Jouhaux fait adopter le Conseil économique du travail qui deviendra le Conseil national économique en 1925 (aujourd'hui il s'appelle CESE, où sont stipendiées toutes les bureaucraties syndicales).

La technique de 1920 de la bureaucratie social-patriote pour empêcher la grève générale sera reprise en novembre-décembre 1947 par la bureaucratie stalinienne (incluant alors Monmousseau) qui a pris le contrôle de la CGT durant la 2^e guerre mondiale.

Une variante a été appliquée par les bureaucraties syndicales en Grande-Bretagne en 2022-2023 [voir *Révolution communiste* n° 55]. En France, au printemps 2023, les chefs fédéraux et confédéraux de la CGT et de SUD ont encouragé des « grèves reconductibles » avec l'appui du PCF, de LFI, de LO, des NPA et de RP [voir *Révolution communiste* n° 55, 56]. Avec la défaite des travailleurs comme résultat.

13 mai 2024

(prochain épisode : 1920 en Italie)



PROGRAMME DE 1938, *CAHIER RÉVOLUTION COMMUNISTE* N° 5
 MANIFESTE DE 1940, *CAHIER* N° 12 ; PLATEFORME DE 2018, *CAHIER* N° 18

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
 section française du Collectif révolution permanente
 Directeur de publication : Étienne Valyi. Imprimé par le GMI
 ISSN : 2273-8762



Abonnement : 15 euros pour 1 an (5 numéros)
 Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**
 Pour tout contact, soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

- Site du CoReP en allemand, anglais, catalan, espagnol, français, turc : revolucionpermanente.com
- Site de l'EKIB/Turquie : patronsuzdunya.com
- Site du GKK/Autriche : klassenkampf.net
- Site du GMI/France : groupe-marxiste.info
- Site de l'IKC/État espagnol : www.ikcirklo.org
- Site d'OR/Argentine : octubre-rojo.org

Le dessin du créateur est de Honoré, assassiné par les islamistes le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski. Honoré avait dessiné pour la CGT, Wolinski pour le PCF, Charb pour la CGT, le PCF et le NPA.

Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste* envoyer 20 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP à l'adresse postale :

ARTP / AGECA service BP
 177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville..... Pays.....

Adresse électronique@.....



ABC du marxisme : programme

Les politiciens et les formations politiques qui servent la bourgeoisie nient la lutte entre les classes qu'ils amalgament dans le « peuple » ou « la nation ». Pas plus que les noms qu'ils adoptent, il ne faut prendre au pied de la lettre ce qu'ils racontent. Un « programme » est pour eux un document de circonstance, le plus souvent électoral, pour accéder au pouvoir, à l'échelle locale ou nationale. Il comporte deux types de signaux. D'une part, un message est envoyé à la classe dominante (la bourgeoisie) pour lui prouver que le personnage ou l'organisation est plus apte que ses concurrents à servir ses intérêts face aux bourgeoisies étrangères et aux autres classes du pays ; d'autre part, des promesses sont adressées aux classes subalternes (classe ouvrière, travailleurs indépendants, encadrement salarié, fonctionnaires...) dont il importe de rallier une partie significative pour gagner les élections.

Henri Queuille, un filou du Parti radical (PR), plusieurs fois ministre durant la 3^e République et chef du gouvernement durant la 4^e, aurait dit : « *Les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent* ». En 1944, le CNR (les partis bourgeois ralliés à de Gaulle, le PS, le PCF et les deux confédérations de l'époque CGT et CFTC) produit un « programme » typique de ce genre de supercherie.

Certes, il arrive aux dirigeants politiques de la bourgeoisie, sous la pression des exploités et des semi-exploités, de prendre des mesures qui leur déplaisent, voire qui gênent la classe dominante. Il s'agit alors d'empêcher une crise révolutionnaire, d'éviter le risque que la classe dominante perde tout. Les gouvernants limitent toujours la portée du compromis, en attendant l'occasion de l'annuler. Ainsi, la grève générale de juin 1936 a contraint le gouvernement Blum à accorder des concessions qui ne figuraient nullement dans le programme du Front populaire (PR-PS-PCF-CGT). De même, en 1944-1945, l'armement des masses et la mobilisation des travailleurs ont obligé un général réactionnaire, Charles de Gaulle, à des réformes politiques et économiques significatives.

Toute autre est la signification d'un programme pour une organisation ouvrière révolutionnaire. La classe ouvrière, n'exploitant aucune autre classe, n'a pas à mentir. Son avant-garde ne cache ni ses revendications, ni ses méthodes, ni son but. Le programme communiste est guidé par la théorie (dialectique, matérialisme historique, loi de la valeur...) mais il est conçu pour l'action, pour que la classe ouvrière dirige la révolution (hégémonie). Par exemple, les communistes ne prétendent pas imposer l'athéisme (contrairement aux bakouninistes) mais revendiquent fermement la laïcité, la séparation entre l'État et la religion.

Le programme s'enrichit de l'expérience du mouvement ouvrier mondial : le mouvement chartiste britannique de 1838 à 1848, la révolution européenne de 1848

à 1850, la Commune de Paris de 1871, la révolution russe de 1917, etc. Ainsi, la remarque « *Tout pas fait en avant, toute progression réelle importe plus qu'une douzaine de programmes* » (Karl Marx, mai 1875) veut seulement dire que les larges masses apprennent par l'expérience, pas dans les revues ou les livres, et que le programme n'est pas un substitut à l'action. Son importance pour Marx est confirmée par la part qu'il a prise dans la rédaction de plusieurs d'entre eux : manifeste du parti communiste (1847), circulaire aux cellules de la LC (1850), manifeste inaugural de l'Association internationale des travailleurs (1864), programme du Havre du Parti ouvrier (1880)...

Même si la conjoncture ne permet pas aux travailleurs de postuler immédiatement au pouvoir, même quand un parti ouvrier révolutionnaire utilise les élections et le parlement comme tribune, son activité est subordonnée à l'objectif de la prise du pouvoir par les travailleurs, à l'établissement du socialisme mondial.

À l'inverse, la formule « *Le mouvement est tout, le but final du socialisme n'est rien* » (Bernstein, octobre 1898) renvoie à la pratique opportuniste des partis ouvriers au programme d'emblée bourgeois (type Parti travailliste/Grande-Bretagne, Parti des travailleurs/Brésil, LFI/France...) ou corrompus ultérieurement (type SPD/Allemagne, PCF/France...). Le « réformisme » est le rejet du programme révolutionnaire par leur appareil de permanents, de journalistes, de maires, de députés, de sénateurs...

Quiconque se prononce en faveur de la réforme légale, au lieu et à l'encontre de la conquête du pouvoir politique et de la révolution sociale a en vue un but différent. (Rosa Luxemburg, *Réforme sociale ou révolution ?*, 1898, ch. 3)

Pour toute bureaucratie du mouvement ouvrier, qu'elle soit grande ou petite, la révolution, la dictature du prolétariat et le socialisme sont renvoyés à un horizon lointain. Au mieux, ils sont évoqués pour obtenir des voix et pour motiver les militants de base qui, eux, y aspirent.

Cet abandon, qui était commun à la sociale-démocratie et au stalinisme du 20^e siècle, se retrouve désormais dans les formations « trotskystes » contemporaines qui s'intègrent aux bureaucraties syndicales corrompues ou qui rentrent dans l'orbite d'un parti social-impérialiste. Le centrisme n'a que faire d'un pont entre la situation présente du prolétariat et la révolution. Par conséquent, il se détourne du front unique ouvrier, de la grève générale, des milices ouvrières, du combat au sein des syndicats contre leur bureaucratie corrompue et traîtresse, des conseils des travailleurs, du gouvernement ouvrier, du renversement de l'État bourgeois...

Le prolétariat, lui, a besoin d'un programme communiste car le déclin du capitalisme mondial met à l'ordre du jour la révolution socialiste.

